



4 février 2007  
Ségou - Mali

Forum organisé le 1<sup>er</sup> février 2007 à Ségou,  
dans le cadre du

3<sup>ème</sup> édition

*Festival sur le Niger*

« Jeunes et Emploi »

Rapport

## **TABLE DE MATIERES**

### **Le concept du forum**

### **Le déroulement du forum**

#### *Ouverture*

- Mot de bienvenue par le Directeur du Festival, M Mamou Daffé
- Mot de bienvenue par la responsable du forum, Mme Liesbeth Daffé
- Mot de bienvenue du Ministre de l'Artisanat et du Tourisme
- Exposé de l'invité d'honneur du Festival, Dr Mamadou Fanta Simaga, ancien député maire de Ségou

#### *Première série de communications*

- S'affranchir de la pauvreté par le travail, dans le contexte de la mondialisation, par M Dramane Haidara
- Le Tourisme: source d'emplois décents ? Par Boubacar Doumbia

#### *Débats sur la première série d'interventions*

#### *Deuxième série de communications*

- La microfinance : solution miracle au manque d'emplois ? Par Dr Bassary Touré
- La problématique du Travail des Enfants en Afrique, et du VIH/SIDA, par M Kouakou Ronsard Yao
- Culture et Emploi, par M Idrissa Ly

#### *Débats sur la deuxième série d'interventions*

### **Conclusions et Recommandations**

## LE CONCEPT DU FORUM

L'objectif du millénaire est de réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015. L'avis général est que le travail est le meilleur moyen de s'affranchir de la pauvreté et que la crise mondiale de l'emploi est l'une des plus grandes menaces pour notre sécurité aujourd'hui. Si nous continuons sur le même rythme, le monde court davantage de risques de division, de protectionnisme et de conflits.

Il faudrait donc tout mettre en œuvre pour créer de l'emploi, notamment pour les jeunes car, ce que font nos jeunes aujourd'hui créera les fondations de ce que nos économies feront demain. Un travail décent et productif permet aux jeunes de réaliser leurs aspirations, d'améliorer leurs conditions de vie et de participer activement à la société. Cela renforce les économies en créant un contingent de jeunes, consommateurs, épargnants et contribuables qui, à leur tour, créent des conditions propres à attirer l'investissement local et étranger. Cela fait aussi progresser les sociétés en réduisant les coûts liés aux problèmes sociaux, tels que la drogue et la délinquance. L'énergie, la capacité d'innovation et les aspirations de la jeunesse sont un capital qu'aucune société ne peut se permettre de dilapider. Le chômage persistant des jeunes coûte cher au développement économique et social, perpétue d'une génération à l'autre le cycle de la pauvreté et s'accompagne d'une montée des crimes, de la violence, des crises, de la toxicomanie et de l'extrémisme politique.<sup>1</sup>

Le défi n'est pas seulement de créer des emplois, mais de trouver des emplois décents pour des jeunes, car la sécurité sociale a un impact profond à tous les niveaux de la société. Elle offre aux travailleurs et à leur famille l'accès aux soins de santé et une protection contre la perte de revenu – que celle-ci soit due à de courtes périodes de chômage, à la maladie ou à la maternité, ou qu'elle soit de plus longue durée pour cause d'invalidité ou d'accident du travail. La sécurité sociale offre aux personnes âgées la sécurité du revenu pendant leurs années de retraite. Les enfants bénéficient des programmes de sécurité sociale conçus pour aider les familles à faire face aux coûts de l'éducation. Dans le cas des employeurs et des entreprises, la sécurité sociale aide au maintien de relations de travail stables et à la productivité de la main-d'œuvre. La sécurité sociale peut en outre contribuer à la cohésion sociale, ainsi qu'à la croissance et au développement général d'un pays en relevant le niveau de vie, en protégeant les personnes contre les effets des changements structurels et technologiques, et en posant ainsi la base d'une approche plus positive face à la mondialisation.

### **L'enjeu est évident mais où en sommes nous aujourd'hui ?**

A travers le monde, les êtres humains sont confrontés aux déficits de travail décent que sont le chômage et le sous-emploi, les emplois improductifs et de faible qualité, les travaux dangereux et les revenus précaires, les droits bafoués et l'inégalité entre les sexes, l'exploitation des travailleurs migrants, le manque de représentation et de possibilités d'expression, l'insuffisance de protection et de solidarité face à la maladie, à l'invalidité et à la vieillesse.

Près de 200 millions de personnes sont au chômage - plus que jamais auparavant. La moitié des travailleurs dans le monde vivent avec moins de deux dollars par jour. Plus de la moitié de la population africaine a moins de 18 ans et est durement frappée par le chômage. Dans de nombreuses économies, les jeunes sont trois fois plus susceptibles d'être au chômage que les adultes. Les jeunes chômeurs représentent environ 60 pour cent des personnes sans emploi en Afrique, et ce pourcentage est plus élevé parmi les jeunes femmes dans tous les pays. Bien plus, 5 à 10 pour cent seulement des nouveaux arrivants sur le marché du travail pourront être intégrés dans l'économie formelle. Les

---

<sup>1</sup> Source: le BIT

jeunes sont surreprésentés dans l'économie informelle. En Afrique subsaharienne, seulement 5 à 10% de la population active bénéficie d'une couverture sociale seulement partielle.

Au Mali, la situation de l'emploi se détériore depuis 1987. Le taux de chômage national a atteint 9 pour cent en 2004, tandis que celui des jeunes atteignait 12 pour cent. Le chômage fait également son apparition en milieu rural.

Nous pouvons donc conclure que *le monde affronte une crise de plus en plus grave de l'emploi, et notamment de l'emploi des jeunes.*

**Quelles sont les causes de cette situation grave de l'emploi des jeunes et quelles sont les solutions possibles?**

Pendant le Forum les causes et conséquences du manque d'emploi décent ont été débattues, aussi bien que les solutions possibles, en mettant l'accent sur le contexte malien.

## LE DEROULEMENT DU FORUM

### OUVERTURE

#### ***Mot de bienvenue par le Directeur du Festival, M Mamou Daffé***

Soyez les bienvenus au forum annuel du Festival sur le Niger. Le thème du forum de cette année est « *Jeunes et Emploi* ». Nous, les initiateurs du Festival sur le Niger, sommes convaincus que sans emploi l'être humain ne peut pas se développer, et avec un taux élevé de sans emplois, un pays ne peut par conséquent pas prétendre aller de l'avant.

Malheureusement le taux de chômage est élevé au Mali, mais nous pensons qu'il existe suffisamment de possibilités pour la création d'emploi dans notre beau pays. Et c'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons créé le festival ; afin de développer les secteurs touristique et culturel, et offrir ainsi l'opportunité à de nombreux jeunes, de trouver un emploi. Ce n'est qu'un exemple, mais un exemple qui donne espoir, car à ce jour nous employons 1.500 personnes, sans tenir compte des nombreux débouchés que nous créons pour les artistes, les artisans, les producteurs agricoles, les commerçants, etc.

Aujourd'hui, nos invités de marque vous parleront d'autres exemples inspirants. Ils vous parleront également des causes du sous emploi et des solutions possibles.

Tout en exprimant à tous, le vœu que ce forum vous donnera de nouveaux espoirs pour le développement du Mali, et pour un monde meilleur, je vous remercie d'être venus.

#### ***Mot de bienvenue par la responsable du forum, Mme Liesbeth Daffé***

Merci d'avoir choisi de participer au forum dont le thème est Jeunes et Emploi. Nous avons choisi ce thème parce que nous pensons que, partout dans le monde, le travail joue un rôle primordial dans la vie des gens. En premier lieu on travaille pour sécuriser sa vie et celle de sa famille, de ses enfants. En deuxième lieu, le travail permet de s'épanouir, de faire de l'épargne ou des investissements pour un avenir meilleur.

Malheureusement beaucoup de gens sont au chômage, sont sous-employés, mal payés, ne bénéficient d'aucune sécurité sociale, ou encore font des travaux dangereux ou forcés.

Nous sommes heureux d'avoir trouvé, une fois de plus, des intervenants de taille, pour analyser certains aspects liés au manque d'emploi décent, mais aussi pour donner des exemples de voies de sortie. Ils sont là pour exposer leurs points de vue, et nous espérons que les échanges entre intervenants et participants seront riches et positifs, pour que ce soir, chacun puisse avoir la satisfaction d'avoir partagé ses connaissances, et d'avoir appris de l'autre.

Je vous remercie, et vous souhaite un excellent forum.

#### ***Mot de bienvenue du Ministre de l'Artisanat et du Tourisme***

Le Festival sur le Niger, au-delà de sa dimension festive, est un cadre d'intense débat, des débats autour de problèmes qui se posent à notre société. Le thème de ce forum est assez pertinent et est

d'actualité, il s'agit du problème de l'emploi des jeunes ; un problème qui se pose à tout les pays et qui représente aussi le plus grand défi. Mais l'emploi ne se décrète pas, elle est la résultante d'un certains nombres de facteurs. S'ils sont remplis, ils peuvent créer des conditions optimales pour l'emploi. Les plus importants sont : un code d'investissement suffisamment attractif, l'existence d'infrastructures assez performantes (des routes, des écoles, de l'eau, l'électricité), un environnement assez incitatif, la bonne gouvernance et un secteur privé dynamique.

***Exposé de l'invité d'honneur du Festival, Dr Mamadou Fanta Simaga, ancien député maire de Ségou***

Nous sommes à Ségou. A Ségou, il est bon ton de commencer tout récit, par rendre d'abord hommage à la parole. Ségou, c'est le pays de la parole, c'est le pays du verbe et le verbe anoblit, le verbe déstabilise, le verbe oriente vers les hauts sommets de la morale et le verbe flétrit également. Il est bon ton de dire à Ségou, que la parole est maléfique mais le silence aussi est maléfique. Ensuite, on peut beaucoup connaître mais on ne peut pas tout connaître. Tout dire, tout connaître, tout faire, c'est souvent tout détruire ou se retrouver victime du tout. Enfin, à Ségou on dit que la parole est un fruit, dont l'écorce est le bavardage amical, la chaire le dialogue fécondant et le noyau le bon sens.

Dans ce monde perturbé, soumis à cette trilogie implacable ; drogue, criminalité mafieuse, prostitution, devant cette généralisation des politiques de mondialisation ou de globalisation ce qui n'est autre en faite qu'une guerre des valeurs. L'Afrique voit toutes ses valeurs sociétales et morales décliner avec une perte rapide et réelle de nos repères. Le Nord, selon le Togolais Akbobli, impose au Sud une culture post industrielle, fondé essentiellement sur la culture du plaisir et des loisirs dans le cadre de la civilisation du spectacle ; politique du moindre effort et de la distraction avec le déferlement des activités sportives, musicale, ou chorégraphique.

Le Festival sur le Niger est un moyen pour l'Afrique, pas seulement pour le Mali, de faire en sorte que nous nous en sortons bien dans un tel système de déposition et de spoliation d'envergure planétaire, au profit des peuples ou des nations militairement et économiquement plus fort. Alors que l'Afrique donne le sentiment de subir son destin, marqué de fatalisme, le Festival sur le Niger, plus qu'une innovation, s'inscrit dans une dynamique sociale. Ce festival est un lieu d'échange, de découverte mutuelle entre les étrangers, hommes et femmes de bonne volontés et nous les maliens et, entant que tel ce festival incarne un progrès constant chez l'homme malien dans la reconnaissance de sa culture, la culture étant, selon Cornelius, le reflet de l'idée que l'on se fait de soi-même et de sa vie.

Le thème *Jeunes et Emploi* est des plus judicieux. En effet, il est plus qu'urgent d'offrir aux jeunes un moyen de s'insérer dans le tissu économique afin qu'ils échappent à cette grande pauvreté. La raison humaine peut guérir les illusions mais point guérir les souffrances. Et quelle souffrance plus grande que celle du chômage. Le travail c'est d'abord la maîtrise de soi, le triomphe sur l'indolence avec pour but la réussite sociale. Quecedus, historien grec, n'a-t-il pas dit aux jeunes grecs : « il faut choisir, se reposer ou être libre » ? Et Péricles a dit aux jeunes athéniens : « si vous voulez être libres, il faut travailler ».

Dans se monde de compétition impitoyable, le Festival sur le Niger est un petit moyen. Un moyen nécessaire pour faire connaître notre culture et éveiller les jeunes aux combats de la vie et à saisir leur chance comme acteur de l'histoire dans tout les domaines, surtout dans le domaine du tourisme, qui est une industrie des plus rentables.

## PREMIERE SERIE DE COMMUNICATIONS

### *S'affranchir de la pauvreté par le travail, dans le contexte de la mondialisation, par M Dramane Haidara<sup>2</sup>*

*Monsieur Dramane Haidara, spécialiste principal des stratégies et politiques du développement de l'emploi du BIT, est Directeur Adjoint du Bureau sous-régional de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) à Dakar.*

Aujourd'hui, si le monde du travail offre des possibilités à certains, pour d'autres, trop nombreux, il est synonyme d'emploi mal rémunéré, de chômage et de pauvreté.

- La main-d'œuvre mondiale s'accroît chaque année de 50 millions de personnes, sur un marché du travail où le nombre des arrivants excède celui des partants. Cette progression est essentiellement le fait des pays en développement (97 pour cent).
- La moitié environ du bon milliard de personnes qui vivent avec un dollar par jour, voire moins, dans les pays en développement et en transition sont en âge de travailler (15-64 ans). Des journées de travail souvent longues et pénibles leur permettent à peine de gagner de quoi assurer leur simple survie et celle de leur famille.
- Il existe dans le monde 180 millions de chômeurs, dont la moitié sont des jeunes de moins de 24 ans.

Les participants au Sommet du Millénaire des Nations Unies ont décidé de «formuler et d'appliquer des stratégies qui donnent aux jeunes partout dans le monde une chance réelle de trouver un travail décent et utile». Pour assurer un travail décent aux jeunes d'aujourd'hui et de demain, il importe de faire du plein emploi un objectif primordial des stratégies économiques et sociales mondiales comme des politiques nationales.

#### Nos principaux messages

Il y a soixante ans, les Etats membres de l'OIT ont adopté «la Déclaration de Philadelphie» qui comporte des déclarations visionnaires telles que «le travail n'est pas un produit» et «la pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous». Longtemps avant que le terme "globalisation" n'ait été inventé, la Déclaration a souligné le fait que les pays ne vivent pas dans l'isolement et que les destins des peuples sont interconnectés.

Le Sommet du Millénaire de l'ONU a adopté les objectifs de développement du Millénaire. Les leaders mondiaux se sont engagés à réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici 2015. L'OIT croit que ce but ne peut être atteint que si les individus ont du travail. Le travail est principal moyen pour surmonter la pauvreté et donc, nous devons mettre l'emploi au centre des politiques nationales et des stratégies de réduction de la pauvreté. Le rapport « S'affranchir de la Pauvreté par le travail» suggère comment cela pourrait être réalisé.

#### Une vue d'ensemble

La communication dans son ensemble présente une analyse de l'interdépendance entre l'absence de possibilités de travail décent et la pauvreté, d'où découle la nécessité de privilégier les politiques visant à promouvoir des emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité, qui devraient

---

<sup>2</sup> M Haidara étant empêché, la présentation a été faite par le modérateur du forum

constituer l'un des grands axes de la lutte engagée au niveau mondial pour réduire et, si possible, éliminer la pauvreté.

Le défi auquel nous faisons face pour exterminer la pauvreté en promouvant le Travail Décent :

- *Elaborer un Agenda de l'emploi* : nous devons faire de l'emploi le centre des politiques économiques et sociales.
- *Bâtir une économie globale plus intégrée* : nous voulons un système global qui permet aux individus eux-mêmes de s'affranchir de la pauvreté dans la liberté et la dignité. Nous voulons un système global qui donne la possibilité aux individus de s'organiser et de créer des activités génératrices de revenus qui répondent aux besoins de toute la famille sans mettre en péril les perspectives des générations futures. Nous voulons un système global qui se rééquilibre grâce à la solidarité.
- *Forger des partenariats* : aujourd'hui, la réduction de la pauvreté est le plus grand défi que doit relever la communauté internationale. Le système multilatéral continue d'être mis à l'épreuve sur les questions de sécurité classique, aussi n'a-t-il pas droit à l'échec sur les questions de sécurité humaine. S'il y a un moyen simple de réaffirmer la légitimité du système multilatéral, c'est de parvenir à relever ce défi.
- *Bâtir des passerelles* : Notre stratégie vise à promouvoir les droits, la dignité, à donner une voix à ceux qui n'en ont pas. Il s'agit d'aider les femmes et les hommes à rejoindre le courant de l'économie, à construire une vie meilleure. Il s'agit de créer des richesses et des marchés pour permettre aux populations aujourd'hui marginalisées d'accéder à la consommation. Il s'agit d'établir les conditions d'un environnement propice à l'investissement et à la croissance, de reconnaître qu'aucune vie ne peut être gâchée, que chacun a droit à une vie décente et doit avoir la possibilité de contribuer au bien commun.
- *Construire la confiance* : Nous savons que le moteur principal c'est l'être humain. Ce sont les gens qui créent la vie et la collectivité, qui donnent des soins et en reçoivent, travailleurs, consommateurs, entrepreneurs, mais aussi épargnants, investisseurs, producteurs, employeurs. Hommes et Femmes qui inventent, créent le savoir, citoyens et organisateurs.
- *Construire ensemble* : mobiliser les ressources considérables d'énergie et de créativité que recèle la communauté du travail et de les mettre au service d'une campagne mondiale concertée d'élimination de la pauvreté. Nous reconnaissons que nous ne pouvons abandonner personne et que chacun mérite un niveau de vie convenable et doit avoir la chance de contribuer à l'intérêt commun. En fin de compte, la stratégie préconise le renforcement des capacités économiques, sociales et politiques des individus.

### La pauvreté et le cycle de vie

Il est révélateur d'analyser la pauvreté sous l'angle du déficit de travail décent et de la difficulté qu'ont les personnes démunies à trouver des gagner décemment leur vie.

L'étude du cycle de vie des personnes vivant dans le dénuement permet d'identifier certaines des principales raisons pour lesquelles elles sont prises dans un engrenage de privations multiples. Le rapport met l'accent sur les problèmes suivants:

- la scolarisation et le travail des enfants.
- le chômage des jeunes.
- l'inégalité entre hommes et femmes.
- le travail en milieu rural et l'agriculture.
- la précarité des moyens d'existence dans les économies informelles urbaines.

- la Mauvaise santé et les risques à travail.
- Pauvreté et les personnes âgées.

Cette analyse permet de jeter les bases d'une approche des stratégies de réduction de la pauvreté fondée sur le travail décent.

#### Défis résultant de l'analyse du Cycle de vie

Cette analyse permet de jeter les bases d'une approche des stratégies de réduction de la pauvreté fondée sur le travail décent.

Les trois défis à relever sont les suivants:

- accroître la demande de main-d'œuvre et relever la productivité et les revenus des personnes qui vivent et travaillent dans la pauvreté;
- intégrer dans le marché du travail les communautés socialement exclues et surmonter la discrimination, notamment celle dont sont victimes les femmes et les jeunes filles;
- améliorer les conditions dans lesquelles les pays en développement commercent avec les pays plus riches et obtiennent le financement de l'investissement.

Une action intégrée dans ces trois domaines permettra de créer un cercle vertueux dans lequel l'accroissement du pouvoir d'achat et de la productivité des pauvres libérera la pleine capacité de l'économie et garantira une croissance qui favorise l'emploi et les pauvres.

Une action énergique à la base, répondant aux besoins locaux et soutenue par un cadre de lois et de politiques publiques adéquates, est une composante essentielle du progrès.

#### L'action à la base pour promouvoir le travail décent et l'intégration sociale

L'OIT a une bonne expérience des initiatives communautaires de nature à créer des emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité pour les hommes et les femmes déshérités et à accroître les chances de vivre à l'abri du dénuement.

Les principaux moyens d'action élaborés par l'OIT mettent l'accent sur l'interaction entre la formation, l'investissement, l'entreprise et les mesures de financement et d'intégration sociale pour tenir compte des priorités des communautés qui vivent dans la pauvreté.

Pour briser l'engrenage de la pauvreté en promouvant les possibilités de travail décent et l'intégration sociale, l'OIT a élaboré des moyens d'action dans les domaines suivants:

- Améliorer les qualifications est essentiel pour accroître le pouvoir d'achat et la productivité des travailleurs pauvres.
- Les investissements à forte intensité de main-d'œuvre se traduisent par un accroissement des revenus des travailleurs et par la création de biens publics qui sont vitaux pour améliorer les perspectives de revenus des communautés pauvres.
- En améliorant la qualité de l'emploi et la productivité, en accroissant les débouchés économiques des femmes et des autres catégories de travailleurs marginalisés et en encourageant la constitution d'associations d'employeurs et de travailleurs dans l'économie informelle, les programmes de l'OIT libèrent le potentiel de création d'emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité dans les petites et micro entreprises.

- Aider les institutions de micro finance permet de pallier le manque de financement pour les investissements à petite échelle et de répondre aux besoins de crédit des personnes aux revenus faibles ou irréguliers.
- Les coopératives de différents types constituent des mécanismes d'entraide qui ouvrent des possibilités de travail décent et d'intégration sociale, ce qui renforce la capacité des communautés pauvres de maîtriser davantage leurs moyens de subsistance.
- La discrimination fondée sur la race, la caste, l'origine ethnique, la couleur de la peau, la religion, le sexe, l'orientation sexuelle, l'état de santé ou le handicap est une caractéristique sous-jacente de la pauvreté. L'inégalité entre hommes et femmes est très répandue et, toujours, frappe plus durement les femmes pauvres. L'OIT s'efforce plus particulièrement de garantir que l'égalité d'accès au travail productif, dans des conditions décentes, soit un élément essentiel des stratégies de lutte contre l'exclusion sociale.
- Les programmes destinés à retirer les enfants du marché du travail et à les réadapter sont essentiels, mais ils doivent faire partie de mesures visant à freiner et à prévenir tant l'offre que la demande de main-d'œuvre enfantine, dans un cadre de développement global prévoyant des lois plus sévères pour mettre un terme aux pires formes de travail des enfants.
- La sécurité sociale peut permettre d'accroître la productivité et de contribuer au développement social et économique durable. A mesure que les capacités administratives et les ressources économiques nationales s'accroissent, elle devrait être étendue progressivement aux citoyens les plus pauvres des pays en développement au moyen d'un ensemble cohérent de systèmes de protection.
- Les conditions de travail dangereuses, auxquelles les plus démunis sont particulièrement exposés, nuisent à la santé des travailleurs, diminuent la productivité et détériorent les moyens de subsistance. Toutefois, des investissements de faible coût, des lois plus sévères et mieux appliquées et le renforcement de la capacité des organisations d'employeurs et de travailleurs de promouvoir des pratiques du travail sûres permettent de réduire ces risques.

L'OIT préconise un ensemble d'initiatives en faveur des pauvres qui ont un effet direct sur le volume et la qualité de l'emploi et sur les principales formes d'exclusion sociale. A l'échelle locale, les syndicats, les organisations d'employeurs et les organisations communautaires sont des partenaires essentiels. Toutefois, pour étendre les projets efficaces et les reproduire à une échelle qui permette de réduire notablement la pauvreté, il faut s'attacher en priorité à créer des conditions favorables au renforcement des capacités institutionnelles partout dans le monde en développement.

### Appui institutionnel pour le travail décent et la réduction de la pauvreté

D'importantes réformes institutionnelles sont nécessaires pour créer les conditions dans lesquelles entreprises, syndicats, coopératives, communautés et autorités publiques pourront agir ensemble pour venir à bout de l'exclusion et de la discrimination et ouvrir des possibilités de travail décent et productif.

Les stratégies visant à promouvoir la productivité, la croissance et le développement durable et à faire reculer la pauvreté sont largement tributaires de la qualité des institutions qui garantissent la gouvernance des marchés du travail. Or cet aspect est souvent négligé.

Pour réussir, les stratégies de renforcement de la gouvernance des marchés du travail doivent prendre en compte le fait que ces marchés diffèrent des autres marchés en ce qu'ils sont composés d'êtres humains. La différence essentielle, comme le souligne la Constitution de l'OIT, est que le travail n'est pas une marchandise et que les personnes ont droit à être traitées avec respect.

Les valeurs consacrées par la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail font partie des libertés qui constituent à la fois un objectif premier et un moyen essentiel de

développement. En donnant à chaque individu un droit sur son propre travail, ces valeurs constituent le socle sur lequel les gouvernements, les employeurs et les travailleurs peuvent s'appuyer pour mettre en place des mécanismes de gouvernance du marché du travail plus équitables et plus efficaces. Elles permettent donc d'élaborer les outils juridiques nécessaires pour créer des systèmes contractuels garantissant que l'échange d'un travail – qui est souvent le seul bien que les personnes ont à proposer – contre un salaire permettant de vivre décemment s'effectue de manière non coercitive.

Pour réduire la pauvreté au moyen du travail décent, il faut éliminer les aspects négatifs de l'économie informelle, tout en veillant à ce que les efforts faits pour promouvoir l'intégration dans l'économie ordinaire des travailleurs et des unités économiques intéressées n'aient pas pour effet de détruire les moyens de subsistance et de nuire à l'esprit d'entreprise.

Les travailleurs et les employeurs qui exercent des activités informelles souhaitent peut être s'affilier aux syndicats ou aux organisations patronales en place, ou créer leurs propres organisations. Les organisations d'employeurs et de travailleurs jouent un rôle stratégique crucial tant en accueillant dans leurs rangs les employeurs et les travailleurs de l'économie informelle et en leur offrant des services qu'en encourageant et en appuyant la création et le développement de nouvelles organisations représentatives accessibles, transparentes, responsables et dirigées démocratiquement. Pour assurer le succès des mesures nationales destinées à intégrer les économies formelle et informelle, des réformes doivent être apportées aux systèmes de gouvernance. La Conférence internationale du Travail, à sa session de 2002, a demandé à l'OIT de mettre au point un programme de travail et d'assistance technique en recourant aux compétences de ses mandants tripartites, afin d'aider les Etats Membres à utiliser tous les instruments que peut offrir l'approche fondée sur le travail décent en matière de réduction de la pauvreté et de développement.

Compte tenu de la complexité croissante des systèmes économiques, il faut disposer de règles applicables à une grande variété de situations de travail. La relation entre un employeur et un travailleur et, plus généralement, entre employeurs et travailleurs a une incidence majeure sur la production, les gains, les conditions de travail et les résultats économiques nationaux.

La gouvernance du marché du travail relève donc de la responsabilité tant des gouvernements que des organisations libres d'employeurs et de travailleurs. Investir dans le dialogue social est essentiel pour promouvoir les réformes institutionnelles qui sont destinées à améliorer la performance des marchés du travail de façon que la croissance entraîne une réduction de la pauvreté.

Tisser des liens entre les divers types d'organisations communautaires et les partenaires sociaux traditionnels est dans l'intérêt de tous et peut déboucher sur des alliances et des campagnes au service d'objectifs communs.

Dans beaucoup de pays en développement, les salaires et les conditions de travail dans la fonction publique se sont gravement détériorés, ce qui a affaibli la confiance dans le fonctionnement des pouvoirs publics. L'amélioration et l'extension des services d'éducation et de santé sont une priorité essentielle des stratégies de réduction de la pauvreté. Il est vital de s'attaquer à certains problèmes – mauvaises conditions de travail, retards souvent persistants dans le paiement des salaires dus – pour que ces mesures soient efficaces. Fréquemment, la formation des fonctionnaires est indispensable à la réussite des réformes destinées à accroître la qualité des services publics.

Le dialogue social est très utile pour jeter les bases d'un large accord sur la modernisation de la législation du travail et sur les politiques nécessaires pour améliorer l'efficacité du secteur public et les performances des entreprises privées du secteur formel.

La négociation collective, qui permet de régler les conflits avant qu'ils ne s'étendent et ne s'aggravent au point de compromettre la stabilité nationale, est un des piliers de la démocratie. Pour les travailleurs peu rémunérés, elle est l'outil le plus efficace et le plus accessible pour améliorer les conditions d'emploi.

### La nécessité d'une politique cohérente

Bien souvent, la misère sévit dans des pays économiquement et socialement marginalisés. Il existe un engrenage international de la pauvreté qu'il convient de combattre en agissant à plusieurs niveaux. Cela implique notamment:

- une combinaison de mesures incluant le renforcement de l'aide, une nouvelle réduction, radicale, du service de la dette, un accès plus large aux sources privées de financement international et une relance de l'épargne nationale;
- des investissements dans les infrastructures de communication et dans l'éducation et la formation pour faire en sorte que les exportations aident les pays pauvres à accroître leur productivité et leur croissance;
- une ouverture des marchés agricoles des pays industriels, une réduction des droits élevés appliqués aux produits transformés et la stabilisation des cours des produits de base à des niveaux plus rémunérateurs. Ces mesures sont essentielles pour mettre la croissance des échanges commerciaux au service de la lutte contre la pauvreté;
- des politiques de l'emploi propres à faire en sorte que le développement des investissements et des échanges contribue à l'expansion globale des possibilités de travail décent et à la lutte contre la pauvreté;
- un environnement dans lequel les entreprises étrangères, les gouvernements, les syndicats et les organisations d'employeurs pourront travailler de concert à l'amélioration des conditions de travail, de la qualité de la production et de la productivité de la main-d'œuvre, dans le respect des principes et droits fondamentaux au travail.
- un engagement plus marqué de la communauté internationale en faveur de la réduction ou de l'annulation de la dette, afin de dégager des ressources qui pourront être investies dans l'infrastructure matérielle et sociale nécessaire à la croissance;
- une augmentation du volume de l'aide, conjuguée à une amélioration de sa fourniture en termes de rapidité, de prévisibilité et d'efficacité administrative. Le déséquilibre des relations entre donateurs et bénéficiaires compromet la réalisation de l'objectif central que doit être l'adhésion nationale aux stratégies de lutte contre la pauvreté.

Les gouvernements des pays à bas revenu, pour assurer la sécurité de chacun en matière de revenus, de santé et d'éducation, doivent eux-mêmes pouvoir compter sur un flux régulier et prévisible d'aide au développement afin d'être en mesure de financer les dépenses sociales requises par le fonctionnement de ces mécanismes de solidarité fondamentaux.

Plus de 25 millions de travailleurs sont infectés par le VIH. Les pénuries de main-d'œuvre, les maladies, l'absentéisme, la baisse de la productivité et le recul de la compétitivité qui en résultent entraînent une réduction des recettes fiscales et des investissements étrangers. La contraction de l'emploi pénalise l'économie de nombreux pays à faible revenu et contribue à l'aggravation de la pauvreté. La pandémie de VIH/SIDA est particulièrement dramatique pour les travailleurs de

l'économie informelle, surtout les femmes, en raison du caractère précaire de l'emploi informel, de l'absence de protection sociale et des difficultés d'accès aux services de santé.

Le BIT a lancé un grand programme d'activités pour aider les gouvernements, les employeurs et les syndicats à mettre en place de nouveaux cadres pour lutter contre le VIH/SIDA. Ce programme est centré sur le *Recueil de directives pratiques sur le VIH/SIDA et le monde du travail*.

### Cohérence politique et DSRP

Compte tenu de la multiplicité et de l'étroite connexion des causes de la pauvreté, l'un des aspects les plus encourageants de la nouvelle approche de la réduction et de l'éradication de la pauvreté est l'importance accordée à la cohérence des politiques sur la base d'un cadre de développement global. Il importe cependant que cette cohérence ne soit pas imposée et qu'elle soit le résultat de la volonté d'individus organisés en réseaux d'institutions sociales, publiques et privées, chacun respectant les droits fondamentaux de l'autre, ce qui permet d'agir ensemble pour atteindre un objectif commun.

La nouvelle approche encourage les gouvernements à engager d'amples consultations avec le monde des affaires et les syndicats, avec les parlements, les collectivités locales et la société civile pour l'élaboration des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP); toutefois, les progrès sont lents, qu'il s'agisse d'assurer que les politiques nationales cohérentes bénéficient d'un soutien financier international suffisant ou de passer d'une conditionnalité excessive de la part des donateurs à une responsabilisation vis-à-vis des citoyens des pays pauvres.

Les quatre grandes priorités de l'OIT au fur et à mesure que le processus des DSRP progresse du stade de la conception au stade de la mise en œuvre sont les suivantes:

- les DSRP doivent inclure une analyse plus approfondie de l'emploi et d'autres aspects du travail décent;
- les organisations d'employeurs, les organisations de travailleurs et les ministères du Travail doivent participer plus systématiquement au processus de conception et de mise en œuvre des DSRP;
- les DSRP doivent accorder plus d'attention aux moyens de maximiser l'impact d'une croissance durable sur la pauvreté;
- les pays donateurs devraient faire figurer parmi leurs priorités de financement l'emploi et la création d'entreprises, la protection sociale, les droits, la représentation et le dialogue, la promotion du tripartisme et d'autres politiques de réduction de la pauvreté pour lesquelles le BIT possède un expertise particulière.

Il est de plus en plus nécessaire de renforcer la capacité des partenaires sociaux de collaborer activement au suivi de la mise en œuvre des DSRP et d'exploiter au mieux la possibilité de participer aux dialogues relatifs aux DSRP.

## ***Le Tourisme: source d'emplois décents ? Par Boubacar Doumbia***

*Monsieur Boubacar Doumbia, diplômé de dessin et d'art plastique à l'Institut National des Arts du Mali, est membre fondateur des groupes d'artistes Kasobané et Segu-labèn. Il a plusieurs publications à son nom, dont les manuscrits en bambara « Dondala » (1979) et « Dinyè latigè (1980), qui gagnaient respectivement le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>ème</sup> prix du concours littéraire en langue nationale, et le livre « l'Evolution des teintures naturelles » (2003)*

Pour une création d'emploi dans le cadre de la sauvegarde d'une identité culturelle et dans le cadre de la promotion du tourisme à Ségou, nous avons essayé d'adapter une tradition bamana au fonctionnement d'une structure. Pour la création de cette structure, nous nous sommes inspirés de :

1. **Le ndomo**, qui est un rite d'initiation des jeunes bamana. Ce qui nous intéresse dans cette tradition, c'est l'aspect de regroupement et de formation des jeunes pour qu'ils puissent mieux intégrer le monde des adultes. Pour cela, nous avons retenu la forme du masque ndomo à cinq cornes, car « *le masque à cinq cornes rappelle que l'être humain est une créature qui est obligée de travailler pour vivre. Les cinq appendices sont en rapport avec les doigts de la main outils primordiaux et indispensables de toute besogne physique* » (dominique zahan).
2. **L'architecture ségovienne** : qui est caractérisé par un style Soudano Sahélien avec un enduit en terre rouge. Cette architecture tend à disparaître.
3. **La teinture naturelle** qui est une tradition bien ancrée dans le milieu bamana.

### La Création de la Structure Ndomo :

A partir des trois sources d'inspiration citées, la structure a été conçue et réalisée.

1. Elle est une construction en banco style Segovien
2. C'est autour du masque ndomo que gravite la doctrine de l'enseignement du ndomo. Voici la raison pour laquelle les cinq cornes du ndomo sont incorporées dans cette architecture.
3. En ce qui concerne l'activité qui est menée au sein de cette structure, l'accent est porté sur la promotion des teintures naturelles prônée par le groupe kasobané depuis 1979.

Aujourd'hui, la reprise de ces valeurs culturelles et leurs innovations font que la structure Ndomo est beaucoup appréciée dans le cadre d'un tourisme culturel. Pour l'année 2006, le Ndomo a enregistré **2446** visiteurs.

### Adaptation de certaines valeurs culturelles à nos besoins :

Certaines valeurs culturelles bamana ont été adaptées à l'organisation et au fonctionnement de la structure Ndomo. C'est ainsi que nous avons :

- Pour les appellations
  - la structure **ndomo**
  - le promoteur **ndomotigi**
  - les travailleurs **ndomodew**
  - les responsables **ndomojolokotigiu**
- La production est organisée selon la notion de répartition du travail dans le milieu bamana. Cette répartition comporte :
  - **Forobabaara** (travail collectif)

- **Jonforobaara** (travail individuel)
  - **Jatigidon** (travail de soutien)
- Pour le bien être des travailleurs, l'accent est porté sur l'entraide mutuelle : **DAMA**

Le ndomo : Un outil économique au service d'un développement culturel, touristique et social

#### *Fonction économique*

Un ensemble d'artisans indépendants disposant d'une structure opérationnelle commune, regroupés sur un même site et assurant ensemble :

- La production des tissus teints et décorés à partir des techniques de teintures naturelles
- Exploitation des collections créées
- La commercialisation prospection et vente.

Un souci permanent : la **Qualité** et la **création** dans une perspective **d'efficacité**

#### *Fonction sociale*

Créer de l'emploi ne suffit pas. Pour combattre la pauvreté avec des maigres revenus, il fallait trouver une formule authentique permettant aux jeunes de faire la part des choses et de réaliser leurs aspirations. Pour cela, il fallait :

- L'encouragement à la constitution d'une épargne individuelle gérée collectivement.
- L'encouragement au travail et à l'effort individuel avec en contrepartie des outils de solidarité et de gestion efficace

Un souci permanent : la prise en compte des **valeurs culturelles** de la société malienne

#### *Fonction développement*

Pour pérenniser tout ce qui a été entrepris il fallait une stratégie de développement qui se présente de la manière suivante :

- Recherche sur les couleurs naturelles et leurs techniques d'application
- Création et innovation à partir des techniques traditionnelles de teinture
- Le marketing
- La formation continue des artisans et artistes du ndomo
- Ecologie : plantation des arbres et plantes tinctoriales, recyclage des feuilles et écorces utilisées
- Promotion de l'activité de teinture naturelle auprès du grand public.

#### Outils

1. Une organisation de la production où les moyens sont regroupés pour assurer :
  - a. **Les travaux collectifs** (grosses commandes, foires et salon) l'exécution de ces travaux permet d'assurer à chaque artisans une rémunération décente et régulière
  - b. **Les travaux individuels** programmés à l'avance permettant de renforcer les revenus de tout un chacun.
2. De même une petite partie des recettes provenant des travaux collectifs et personnels sert à financier le fonctionnement de la structure (impôt, téléphone...)

3. **Les travaux de récompense** programmés permettent de soutenir certains volets d'ordre social et culturel.
4. **Une animation permanente** avec des réunions de sensibilisation et des décisions.
5. **Un compte épargne individuel** obligatoire pour chaque membre. Ce compte est alimenté d'une manière progressive
6. La mise sur pied d'un fond de sécurité sociale pour la santé et aussi pour la préparation des retraites
7. **L'entraide mutuelle DAMA** portant sur la réalisation des projets de bien être des membres (achat des lots à usage d'habitation et leur construction, habitation, mobiliers)
8. L'encouragement à la planification de la gestion. (carnet de planification).
9. **Une partie conservatoire** des techniques de teinture naturelle
10. **Création permanente d'une collection** destinée à la vente
11. **Programmes de formation** et d'assistance (les associations féminines)
12. **Plantation de plantes tinctoriales** (encourager les villageois pour cette plantation)
13. **Recyclage des feuilles et des écorces**
14. **Organisation de visites** sur le site

Le Tout à l'intérieur d'un PLAN STRATEGIQUE de DEVELOPPEMENT de l'ensemble de la filière

Aperçu sur la création d'emploi au niveau d'autres structures :

Nous venons de voir un exemple type propre à la structure Ndomo. Parallèlement à cet exemple, le Ndomo s'est investi avec l'appui du DED et du PSIC pour la création d'un emploi permanent au sein de deux associations féminines à Ségou. Ces associations bénéficient d'un encadrement de la part du Ndomo et très bientôt, un circuit touristique du bogolan verra le jour à Ségou. Le circuit permettra de favoriser la création d'autres emplois permanents et temporaires au tour du bogolan.

## **DEBATS AUTOUR DE LA PREMIERE SERIE D'INTERVENTIONS**

*M Ismael Diabaté :*

Le problème de l'emploi est un problème global, qui doit être pris à cœur. La notion « pas d'école, pas d'emploi » est absolument fautive. Le cas du Ndomo est un cas d'exemple qui donne à réfléchir. Les causes de la pauvreté sont multiples. L'agrandissement des villes qui finissent par arriver jusqu'aux villages, où les terrains sont vendus aux citadins qui les utilisent pour construire des villas ou faire des vergers. Du coup, ces villageois se retrouvent dépossédés de leurs terres et ne savent plus où aller, sinon agrandir les bidonvilles. Cependant, cette situation nous concerne tous et relève de notre responsabilité. La seconde cause de la pauvreté au Mali est le coton malien qui est mal vendu et qui est victime du commerce déloyal car, le coton n'est pas vendu au prix normal sur le marché international et le fait qu'on nous impose toute sorte de conditions notamment les OGM et un accroissement de la production alors que le prix du coton est toujours très bas.

*Un agent de l'Agence Nationale de la Promotion de l'Emploi*

Le Mali est confronté au sous-emploi : Quel est la solution malienne de venir au bout du sous-emploi ? Si on sait que chaque jour le lot des jeunes sans emploi s'agrandit, quelle est la solution à la malienne qui convient d'appliquer et qui pourra servir d'exemple aux jeunes, comme le NDOMO ? C'est-à-dire que nous devrions puiser dans notre culture pour la création d'emploi décent.

### *Le Président Directeur Général de la Banque Nationale de Développement Agricole*

Les causes du sous emploi au Mali sont internes et externes. Il y a une certaine différenciation qu'il faudra faire. Il y a des approches macro économiques qui ont été développées dans le premier thème en parlant des éléments de la croissance, notamment les investissements, la consommation, les exportations, qui sont des éléments classiques d'une macro économie pour la création de la richesse nationale, cela est une chose. Mais, en ce qui concerne la création de l'emploi, à ce niveau il y a un certain nombre d'éléments qui doivent être analysés et pour lesquels les stratégies politiques doivent être dégagées en terme de plan d'action traduit dans les faits.

La problématique de l'emploi à Mali se pose depuis vingt ans mais les solutions ne sont pas adaptées aux situations. Les stratégies d'emploi sont posées en dehors des jeunes, qui sont souvent absents des lieux d'échanges et de débats concernant l'emploi. La plus part des solutions proposées se font en l'absence des jeunes. Quelles sont les orientations pour les jeunes à trouver un travail salarié ou de devenir entrepreneur ? Dans les stratégies d'emploi à développer, il faut faire une adéquation entre formation et emploi. Autre exemple de sous emploi c'est la concurrence déloyale vis-à-vis de nos Etats quand on nous encourage à ouvrir nos frontières alors qu'ils ont des mesures draconiennes concernant la rentrée de marchandises sur leur territoire. Nos marchés sont inondés d'autres produits ce qui amène la faillite de nos entreprises.

### *M Aly Soumountéra*

La prévention et la prise en charge des personnes vivant avec le VIH dans les lieux de travail. Au Mali, il n'y a pas de chiffres exhaustifs du taux de prévalence dans les différents corps de métiers. Le SIDA fait partie de notre réalité quotidienne et la gratuité des médicaments est une chose à saluer. L'épidémie est moins visible au Mali, où le taux de prévalence est de 1.7 selon EDS III (Enquête Démographique et de Santé). Dans les lieux de travail, le VIH n'est pas très bien pris en considération, selon une étude menée auprès de 11 Organisations Non Gouvernementales. Les gens ne se préoccupent pas du phénomène et les chefs d'entreprise n'en font pas une priorité. Comme solution, il faut une sensibilisation des chefs de service pour que le problème soit pris en compte dans les lieux de service et comment les aider à faire cela. Les informer, faire le test du VIH dans les entreprises et éduquer le personnel pour qu'ils puissent adopter des comportements adaptés. Le Festival sur le Niger également doit intégrer ce programme dans ces activités car tant que lieu de rencontre et de débat, il pourrait mieux sensibiliser.

### *Le modérateur du forum*

La question est qu'au-delà de l'analyse des causes, quelles sont les stratégies qu'il faut mettre en place pour faire face à cette inégalité dans les échanges, dans les relations Nord – Sud ? Il faut prendre le problème dans sa globalité et une globalité qui intègre la réalité des gens. Et les alter mondialistes sont là, pour nous dire ce qui est faisable ou pas et ce qui colle à nos réalités spatiales et temporelles. Le problème de l'adéquation entre la formation et l'emploi est une réalité malienne mais aussi mondiale qui fait partie des problématiques du sous emploi.

### *Réponse de M Doumbia concernant le Ndomo et la création d'emploi*

L'objectif est de créer une structure, où on aura certaines valeurs culturelles de chez nous qui seront sauvegardées même si nous y avons apportés quelques innovations. Il fallait faire sortir parmi nos traditions quelque chose qui pouvait être adaptée et c'est le Ndomo que nous avons trouvé, comme il s'agissait des jeunes et de leur accès à l'emploi. C'est le Ndomo que nous avons choisi, qui est un

rite d'initiation des jeunes bambaras pour intégrer le monde des adultes. Lorsque la structure a été ouverte en 1990, nous avons formés des jeunes entre 17 et 19 ans qui, après leur formation, ont intégré la vie active. Nous n'avons pas imité le système occidental mais exploité nos propres valeurs culturelles pour créer de l'emploi. Mais la raison pour laquelle nous avons choisi le Ndomo à 5 cornes est que les 5 cornes représentent les 5 doigts de la personne qui transforme la matière première pour en faire une richesse. Dans le Ndomo c'est la solidarité, où chaque membre est lié aux autres, ce n'est pas comme l'administration où le salarié n'a aucun lieu de solidarité avec son travail ; il prend son salaire à la fin du mois et en fait ce qu'il veut. Cela n'est pas le cas du Ndomo car, il y a un travail collectif au sein du Ndomo. Cependant, autour de cette création d'emploi, il y a un autre aspect : c'est la sauvegarde d'une identité culturelle afin que cette culture du Ndomo ne disparaisse pas. Il y a également la promotion du tourisme culturel qui offre une certaine authenticité et cela entraîne une grande clientèle vers la structure.

## DEUXIEME SERIE DE COMMUNICATIONS

### *La microfinance : solution miracle au manque d'emplois ? Par Dr Bassary Touré*

*Monsieur Bassary Touré est Docteur en Economie du Développement (Université de Paris 1, Panthéon -Sorbonne) et Ingénieur en Statistiques. Il est présentement membre de la Commission du Secrétaire Général des Nations-Unies sur l'Eau et l'Assainissement. Il est également Consultant international pour plusieurs institutions internationales. Mr Bassary Touré a été Ministre de l'Economie et des Finances du Mali ainsi que Directeur Exécutif à la Banque mondiale à Washington D.C.*

Le Forum 2007 porte à juste titre sur thème « Jeunes et emplois ». Il est relevé dans le document de concept du Forum que le monde affronte une crise de plus en plus grande de l'emploi. Le chômage frappe tout particulièrement les jeunes : jeunes diplômés, jeunes déscolarisés, jeunes ruraux non alphabétisés. Le document s'interroge sur les causes de cette situation et sur les solutions possibles. Dans cette recherche de solution, la microfinance serait-elle une bonne réponse à la création d'emplois voire une solution miracle.

#### *De la définition et des objectifs de la microfinance*

Le concept de microfinance couvre toute la panoplie de produits financiers : le micro crédit, la micro assurance et différents produits d'épargne. D'une façon générale, c'est surtout à la notion de micro crédit qu'il est fait référence. Le micro crédit permet aux pauvres, particulièrement aux femmes d'obtenir de petits crédits que les banques traditionnelles n'octroient pas. Le micro crédit porte sur le financement de proximité.

Il convient de rendre hommage à ce titre à celui qui est considéré comme l'inventeur du système de microcrédit, le Bangladeshi Muhammad Yunus, Prix Nobel de la Paix 2006, initiateur reconnu de la conceptualisation et du succès du micro crédit. En sa qualité de Professeur d'Economie, interpellé par la misère extrême qui sévissait dans son village, désireux de libérer les pauvres des liens usuriers tenaces qui les empêchaient définitivement de sortir de la dépendance, Muhammad Yunus sur la base de la confiance a prêté ses propres économies, l'équivalent d'une trentaine de dollars à des paysannes. M. Yunus a contourné l'obstacle récurrent des garanties en se basant sur la confiance et la garantie solidaire de micro entrepreneurs en lieu et place des garanties traditionnelles exigées par les banques. Depuis le système a essaimé d'abord parce qu'il correspond à un bon produit adapté à cette catégorie de la population mais ensuite avec le niveau élevé du taux de recouvrement. Ceci a

fini par justifier la bonne réputation du système et à le rendre soutenable. A travers la Gramen Bank, une banque pour les pauvres, plusieurs millions de personnes ont été réinsérées dans le système financier formel et ceci a inspiré le monde entier. Le jury du Prix Nobel a fort opportunément relevé qu'une paix durable ne peut être obtenue sans qu'une partie importante de la population trouve les moyens de sortir de la pauvreté. Le Professeur Yunus a aussi à juste titre relevé que l'accès au crédit est un droit fondamental de la personne. Le rêve que la pauvreté dans le monde peut être éradiquée grâce au développement du micro crédit pourrait un jour se réaliser.

### *De l'impact de la microfinance sur la réduction de la pauvreté*

Selon Kofi Annan, « le micro financement n'est pas une forme de charité. C'est une façon de permettre aux ménages à revenu faible de disposer des mêmes droits et des mêmes services que tous les autres. C'est une façon de reconnaître que les pauvres ne sont pas le problème, mais la solution. C'est une façon de tirer le meilleur parti de leurs idées, de leur énergie, de leur façon de voir les choses. C'est une façon de soutenir les entreprises productives et donc d'aider les collectivités à prospérer. »

Au delà de l'aspect même de financement, la microfinance a cette vertu de projeter l'être humain en dehors de son horizon de survie, de lui restaurer sa dignité. Le microcredit se construit sur des valeurs humaines positives que sont la solidarité, la confiance, le respect et aussi un aspect fondamental qui est l'esprit d'entreprise. Le microcrédit n'est pas une émanation de l'Etat providence. Ce n'est pas la consommation improductive et ce n'est sans doute pas l'oisiveté ou le parasitisme. Même si la microfinance prend racine dans la pauvreté et dans la détresse humaine, elle n'en constitue pas moins un levier pour libérer le potentiel humain. Elle se présente comme une réponse à une aspiration légitime d'améliorer de façon durable son niveau de vie, de réaliser ses rêves. La microfinance est une façon de réintégrer les oubliés du système, ceux qui sont laissés pour compte. Le succès de la microfinance a montré que la pauvreté n'est pas une fatalité et que passer de la survie au développement ne se décline pas par l'assistance mais requiert de replacer l'homme au cœur de cette problématique, de libérer ses initiatives et capacités créatrices et de lui donner le minimum de support nécessaire pour sortir de la pauvreté. Il renvoie le message que même dans des conditions de précarité extrême des solutions financières soutenables aux problèmes des pauvres sont possibles.

### *La microfinance au Mali<sup>3</sup>*

#### *Acteurs*

Au Mali, les acteurs de la microfinance sont nombreuses en plus des structures de microfinance elles-mêmes : (i) le Centre de Promotion et d'Appui des Systèmes Financiers Décentralisés (CPA/SFD) et (ii) la Cellule de Contrôle et de Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés (CCS/SFD) créées en lieu et place de la Cellule d'Appui et de Suivi des Systèmes Financiers Décentralisés (CAS/SFD), (iii) le Groupe Consultatif National pour la Microfinance ; (iv) l'Association Professionnelle de la Microfinance (APIM/Mali) ; (v) la BCEAO ; (vi) la Commission bancaire ; (vii) Les PTFs (Banque mondiale ; La coopération allemande ; la Coopération Française ; l'USAID ; La Coopération Canadienne ; la BOAD) etc.

---

<sup>3</sup> Ministère de l'Economie et des Finances : Cellule de Contrôle et de Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés : « Rapport Annuel 2005 sur le Secteur de la Micro Finance au Mali », septembre 2006.

## Réalisations

Au cours des dernières années, le secteur de la micro finance a, , connu une évolution relativement favorable, caractérisée par la tendance à la hausse des principaux indicateurs d'activités notamment le sociétariat, le taux de pénétration, les encours de dépôts et de crédits. Les ratios prudentiels ont été respectés dans la majorité des structures. Ce secteur a enregistré par ailleurs une amélioration de la qualité du portefeuille de crédits. Le sociétariat est en pleine croissance, les ressources mobilisées internes et externes ont connu une progression régulière.

Le Sociétariat est passé de 300709 en 1998 à 751 285 en fin 2005 qui se répartit entre (i) les mutualistes<sup>4</sup>: 511 246 ; (ii) Crédit solidaire<sup>5</sup> (101412) ; CVECA<sup>6</sup> (136 735) et les autres systèmes (1892). Sur la période de 2001-2005, le secteur a connu une progression moyenne de 16,6% par an.

Le secteur continue d'être dominé par les structures mutualistes en terme de sociétariat (68,18% contre 18,20% aux CVECA) et de volume de transactions financières.

Au 31 décembre 2005, le sociétariat des SFD était composé de 55,90% d'homme contre 58,2% en 2001). Le sociétariat masculin reste toujours majoritaire au niveau des systèmes mutualistes et CVECA avec respectivement 62,62% et 61%.

A la même période, le sociétariat des SFD est composé de 40,3% de femmes et de 3,8% de Groupements (en majorité des femmes). La proportion de sociétariat féminin est particulièrement élevée au sein de crédit solidaire avec 85,5%. D'une façon générale, le sociétariat féminin connaît une augmentation significative. Il est passé de 38,7% en 2001 et de 40,3% en 2005.

S'agissant des transactions financières, l'encours des dépôts<sup>7</sup> est passé de 16,358 milliards de FCFA en 2001 à FCFA 33,226 milliards en 2005. Il a donc doublé en 4 ans.

Le cumul des crédits distribués a atteint 50,395 milliards en 2005.

Les points d'application des crédits distribués ont porté sur : (i) le financement d'écoles privées, d'entreprises de construction de bâtiments et de travaux publics ; (ii) le financement d'équipements agricoles (motoculteurs, batteuses, tracteurs, etc.) notamment dans les zones de l'ON et de la CMDT.

---

<sup>4</sup> Ce sont les systèmes dans lesquels l'épargne précède voire alimente le crédit. L'accent est mis sur la mobilisation de l'épargne des populations en vue de satisfaire la demande de prêt des clients.

<sup>5</sup> Ce système privilégie le crédit comme activité centrale sans le lier obligatoirement à la constitution préalable d'une épargne. L'accès du crédit est conditionné à la constitution de groupe de solidarité et organise le mécanisme de garantie sur la base du principe de cautionnement mutuel des membres associés.

<sup>6</sup> Cette catégorie est dans les coopératives d'épargne et de crédit, avec un mode d'organisation et de gouvernance différent.

<sup>7</sup> Les services portent sur (i) les services financiers d'épargne et de crédit : l'épargne hebdomadaire, le plan d'épargne logement. Ces services se subdivisent en Dépôts A Vue, Dépôts A Terme, Dépôts de garantie ou cautionnement. Les crédits portent sur le Crédit à court terme et le Crédit à moyen terme. Du point de vue de leur mode d'emploi, ils comprennent : les crédits professionnels (fond de roulement, équipement professionnel, fonds de commerce), crédits particuliers (crédits d'accès aux femmes, crédit habitat, avances aux salariés, équipements, crédits de campagne). Les services non financiers sont la micro assurance, le crédit éducation, le crédit santé etc.

Les taux d'intérêt pratiqués varient généralement entre 12% à 27% (maximum autorisé par la loi). Ce taux limite est souvent dépassé par certaines structures. Une réflexion est en cours en rapport avec la BCEAO pour revisiter la question de la tarification des coûts des services financiers offerts par les systèmes financiers décentralisés. Cette réflexion devra aboutir à des propositions concrètes de fixation des taux d'intérêt tenant compte de la maîtrise des coûts réels de services offerts et des capacités économiques des bénéficiaires desdits services.

Le taux de recouvrement est dans l'ensemble satisfaisant (95% contre 84% pour le secteur bancaire formel).

Entre 2004 et 2005, le taux de pénétration (estimé par rapport à la population totale ou par rapport au nombre de familles) est passé respectivement de 5,87% à 6,47% et de 35,23% à 38,84%.

Par ailleurs, la répartition du sociétariat en 2005 est de 62,85% en zone rurale et 37,15% en zone urbaine. Le système mutualiste domine le sociétariat rural avec 68,72% contre 26,07% pour les CVECA et 4,79% pour le crédit solidaire. Les milieux urbains et semi - urbains sont fortement dominés par le système mutualiste avec 88,17%, le reste étant dominé par le système de crédits solidaire.

La couverture géographique du pays continue à être améliorée malgré les inégalités dans la répartition des SFD entre les régions. Les SFD restent encore concentrés dans les zones à potentialité économique relativement élevée. La répartition des SFD par région administrative est la suivante : Ségou (27%) ; Sikasso (20%) ; District de Bamako (18%) ; Koulikoro (17%) ; Kayes (8%) ; Mopti (6%) ; Tombouctou (2%) ; Gao (1.5%) ; Région de Kidal (0,5 %).

### *Défis à relever*

Les contraintes pour l'emploi des jeunes sont liées à l'accès difficile au crédit ; à la faible qualification des ressources humaines et à l'inadéquation de l'offre à la demande. La création d'emplois s'appuiera en conséquence sur les structures chargées d'accompagner les jeunes (APEJ) et sur une meilleure adaptation de l'offre des services financiers. L'objectif à en atteindre à travers la Politique Nationale de l'Emploi (PNE) sera de trouver des réponses à la sécurisation des emplois, la réduction du chômage et du sous-emploi, l'adaptation de la formation aux besoins du marché et l'amélioration des conditions de travail.

Cette stratégie doit être accompagnée par les mesures relatives à : (i) la poursuite du développement des PME/PMI, (ii) au développement du financement de proximité, (iii) au renforcement et l'amélioration de la formation professionnelle et technique, (iv) au développement du marché de services privés d'appui aux entrepreneurs et (v) à l'organisation du secteur informel.

Les services de la micro finance au Mali restent confrontés à des difficultés tel l'analphabétisme, ou encore des facteurs structurels comme les problèmes de gouvernance liés au fonctionnement des organes d'administration, de gestion et de surveillance ou encore les pratiques de mauvaise gestion du crédit. Ces contraintes s'ajoutent à d'autres plus générales comme l'inadaptation de l'environnement des affaires et le manque d'infrastructures. Un défi majeur à relever est l'extension des activités de microfinance aux zones pauvres et à faible potentialité économique afin de mieux répondre aux problèmes des jeunes et des zones rurales et de freiner ainsi l'exode vers les centres urbains. Une autre préoccupation majeure est de diminuer le coût élevé des services financiers offerts

par les SFD. L'attention doit également être portée sur une plus grande concurrence entre les institutions de microfinance afin d'améliorer la qualité des services.

Pour le renforcement de la microfinance, le Gouvernement du Mali entend poursuivre et consolider les réformes et les actions visant notamment l'amélioration de la performance et de ce secteur. C'est ainsi que des rencontres périodiques initiées par le Président de la République et le Premier Ministre avec les opérateurs économiques, les banquiers et les acteurs de la micro finance ont abouti à l'adoption de plans d'actions dont l'exécution doit faciliter un meilleur accès du secteur privé et des populations au financement.

Le développement de la microfinance sera soutenu par: (i) la mise en œuvre du plan d'action 2005-2008, (ii) la prise en compte du plan d'action opérationnel des conclusions de la rencontre du Chef de l'Etat avec l'ensemble des intervenants du secteur de la microfinance en Mars 2006 et (iii) la mise en place d'un groupe sectoriel de travail en charge du suivi de la mise en œuvre du volet microfinance, particulièrement son lien avec l'emploi.

Pour le futur, le Mali comme la plupart des Etats, doivent jouer un rôle clef en créant les conditions d'un environnement favorable. Ils doivent veiller à corriger les lacunes que sont : (i) la faiblesse des mécanismes de contrôle tant internes qu'externes ; (ii) l'insuffisance des ressources financières longues pour permettre aux institutions d'élargir leur champ d'intervention et servir le plus grand nombre d'investissements ; (iii) la formation insuffisante des responsables des SFD au regard des exigences du secteur financier qui se traduit par une professionnalisation insuffisante du secteur ; (iv) le faible niveau de coordination des interventions dans le secteur notamment celles des PTFs.

Pour le futur toujours, la professionnalisation accrue des acteurs, le renforcement des structures organisationnelles et financières des institutions de microfinance et une meilleure coopération du secteur financier formel vont contribuer à augmenter considérablement les bénéficiaires de la microfinance. Les Banques primaires par le biais du refinancement devront favoriser la consolidation des institutions de microfinancement.

La création au Mali de la Banque Malienne de Solidarité et de la Banque Régionale de Solidarité répondent par ailleurs à ce souci premier des pouvoirs publics qui ont réellement à coeur de stimuler le levier économique que constitue la microfinance.

Les activités de microfinance ne pourront s'établir de façon durable et à grande échelle que si les services financiers destinés aux pauvres sont incorporés à l'ensemble du système financier. Le moment est aussi opportun pour les banquiers et les investisseurs à défaut de pouvoir ou de vouloir prendre le relais des financements publics de jouer un rôle plus significatif. Les institutions publiques devront continuer à jouer le rôle de catalyseur.

#### *Perspectives : microfinance, création d'emplois et croissance*

A la question posée dans le document du Forum relative à la microfinance comme solution miracle au manque d'emplois, nous répondrons que la microfinance n'est pas la solution miracle mais qu'elle constitue un outil important de la lutte contre la pauvreté et corrélativement de la création d'emplois.

La microfinance doit venir compléter d'autres instruments : la bonne régulation de l'activité économique et sociale par les pouvoirs publics, la construction d'infrastructures, le renforcement des

capacités, l'appui au financement de l'économie d'une façon générale à travers l'aide publique au développement.

La création d'emplois résulte de la croissance et toutes les croissances ne contribuent pas forcément à la réduction de la pauvreté. Il faut une croissance redistributive de revenus, une croissance qui s'appuie sur les domaines dans lesquels les pauvres vivent en majorité comme par exemple la transformation des produits du secteur rural. La croissance nécessite un bon cadre macro économique avec une inflation contenue, l'accroissement des ressources et la maîtrise des dépenses en vue de parvenir à un déficit soutenable.

La microfinance requiert la mise en œuvre de mesures structurelles comme l'amélioration de l'environnement des affaires. La complexité de la réglementation est le plus souvent synonyme d'inefficacité et de corruption. Elle requiert aussi la réforme des secteurs clefs comme l'eau, l'électricité, ou encore les télécommunications. Dans le cas du Mali, la croissance nécessite la réforme des filières de production comme celle du secteur coton. Elle nécessite une mise en œuvre efficace de la décentralisation. Elle nécessite des réformes structurelles dans les secteurs de l'éducation et de la santé. La croissance naturellement se base aussi sur le levier de la microfinance. C'est pourquoi elle occupe une importance méritée dans le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté, 2ème Génération.

Il en découle que la microfinance n'est pas le remède miracle qui va régler par enchantement tous les problèmes posés notamment le problème de chômage. Mais il est tout de même, un instrument efficace qui peut réduire significativement la pauvreté et corrélativement augmenter l'emploi en général et l'emploi des jeunes en particulier. La microfinance a fait dans ce sens la preuve de son efficacité mais elle est un instrument qui doit s'intégrer dans une stratégie d'ensemble en l'occurrence dans la macroéconomie.

### ***La problématique du Travail des Enfants en Afrique, et du VIH/SIDA, par M Kouakou Ronsard Yao***

*Monsieur YAO Kouakou Ronsard, de nationalité Ivoirienne, titulaire d'un CAPES en sciences et techniques biologiques, est Directeur du Comité Interministériel de Lutte Contre la Drogue (CILAD) en Côte d'Ivoire, ce qui lui a donné l'opportunité de travailler sur la situation des enfants des plantations de café, cacao, hévéa dans son pays et cela en relation avec l'usage la drogue.*

« Travaillez, prenez de la peine, c'est le risque qui manque le moins... »

C'est ainsi dans une de ses fables, la FONTAINE Poète Français du 17<sup>e</sup> siècle intitulé « le Laboureur et ses enfants ». Le Laboureur, père de famille, qu'on pourrait appeler de nos jours « cultivateur ou planteur » s'adressait à ces enfants pour leur révéler que seul le travail paye.

Les enfants, l'avenir du monde, peuvent-ils ne pas apprendre à travailler ? S'ils doivent le faire, dans quelles conditions ?

Selon des estimations récentes, au moins 250 millions d'enfants soit 16 enfants sur 100 dans le monde travaillent pour gagner leur vie dans les pays en développement (travail dans les mines, avec des produits chimiques et des pesticides dans l'agriculture ou donnant lieu à la manipulation de

machines dangereuses, etc.), dont près de la moitié à temps complet. Au moins 60 millions d'enfants dans le monde sont exploités et travaillent dans des conditions intolérables, asservis pour rembourser des dettes ou obligés de se prostituer. Le travail des enfants et non l'apprentissage est, à bien des égards, une violation des droits de l'homme. A la fois produit et cause de la pauvreté, c'est une prison qui grève les capacités des enfants et diminue leur potentiel.

L'Afrique subsaharienne compterait 48 millions d'enfants qui travaillent. Près d'un enfant de moins de 15 ans sur trois (29 %) travaille.

## I- Comment avons-nous été élevés au village ?

Travailler en milieu paysan pour les enfants, est un apprentissage, une formation. L'enfant s'essaie aux activités auxquelles s'adonnent ses parents.

### 1-1 La jeune fille et sa mère

Très tôt, la fillette s'essaie aux travaux ménagers. A l'aide d'une poupée, faite du tibia de bœuf ou d'un morceau de bambou, elle apprend à nettoyer, à choyer, à chérir, à s'occuper tout court d'un bébé. Petit à petit, avançant en âge, sa mère lui apprend à faire la vaisselle, à aller au puits avec des récipients dont le contenu est à l'image de son âge.

Quelque fois, la jeune fille joue à la paresse. Elle est automatiquement rappelée à l'ordre par sa mère ou par sa tutrice, car le géniteur peut confier sa fille à sa sœur, à sa cousine ou à l'une de ses grandes mères pour son éducation.

L'apprentissage de la jeune fille est lié à l'éducation qu'elle doit acquérir. L'apprentissage fait partie intégrante de l'éducation.

### 1-2 Le jeune garçon et son père

A l'instar de la jeune fille, le jeune garçon est pris en charge par son père ou par un de ses oncles ou par un de ses grands pères.

**NB** : Il faut signaler que la gente masculine s'occupe de l'homme et la gente féminine prend en charge la jeune fille.

Aux environs de l'âge de sept (7) ou huit (8) ans, il part au champ avec son père ou l'une des personnes sus-indiquées dont il est à la charge.

Il apprend ainsi auprès de son père le dur métier de cultivateur, de planteur ou de pêcheur...

Ici, il faut noter que c'est l'apprentissage par l'action, on peut aussi dire l'enfant apprend en faisant. Les Anglo-Saxons diront « Learning by doing ».

La complexité des tâches à accomplir est liée à l'âge, à la maturité et à l'intelligence de l'enfant. L'apprentissage est séquentiel.

### 1-3 L'école et l'enfant en milieu paysan

Aux lendemains des indépendances de nos pays, les dirigeants de nos Jeunes Etats ont pris l'engagement de scolariser la totalité leur jeunesse. Quelle gageure ? En Côte d'Ivoire, Feu le Président Félix Houphouët Boigny avait fait le pari de voir atteindre, le taux de scolarisation de 80

%, par son pays. Au seuil des années 80, le pays avait un taux de scolarisation de 70 %. N'eut été les différentes crises il aurait certainement atteint son pari.

L'école n'a rien enlevé à cet apprentissage traditionnel. Avec l'école, l'enfant a deux programmes :

- le programme scolaire
- le programme champêtre.

## II- LE TRAVAIL DES ENFANTS : le répréhensible

✚ La participation des enfants à l'activité économique peut-être bénéfique à condition de ne pas nuire à leur santé, à leur développement ou à leurs études. Dans les conditions sus-indiquées il leur est autorisé à travailler à partir de l'âge de douze ans en vertu de la convention 138 de l'organisation internationale du travail (O.I.T.).

✚ Le travail non conforme, c'est lequel ? Il est défini d'une manière plus étroite et s'applique aux enfants qui travaillent dans des conditions qui enfreignent les normes sus-visées. Il s'agit de tous les enfants de moins de douze ans travaillant dans l'une des quelconque branches de l'économie, des enfants âgés de 12 à 14 ans se livrant à des activités préjudiciables pour leur santé et de tous les enfants se livrant aux pires formes de travail des enfants.

✚ Pour les pires formes de travail des enfants, sont concernés les enfants réduits en esclavage, recrutés de force, assujettis à la prostitution, victime de la traite, contraints de se livrer à des activités illicites et devant accomplir un travail dangereux.

## III- LES ENFANTS EN DIFFICULTES

Les enfants en difficulté se rencontrent dans plusieurs domaines à savoir dans celui :

Du travail,  
Du logement,  
De la nourriture,  
Des soins médicaux,  
De la drogue,  
De la prostitution  
De l'exploitation sexuelle  
Des rébellions armées, etc.....

Dans le milieu familial, les problèmes essentiels rencontrés par l'enfant sont relatifs à son éducation, son entretien parce que de plus en plus de parents démissionnent devant leur obligation d'assurer les frais de scolarité, d'entretien, de nutrition, de santé de leurs enfants. On assiste en conséquence à des conflits fréquents entre parents enfants, ce qui entraîne l'installation d'une disharmonie, de la désunion et enfin la dislocation de la famille. Il existe également des enfants qui n'ont pas de milieu familial. Dans cette catégorie, on compte les enfants de la rue, les enfants travailleurs, les enfants exploités, handicapés, réfugiés ou déplacés, les enfants délinquants, les enfants en prison. Une étude a relevé que l'estimation des enfants en détresse à Abidjan en 1996 était de 25 000 et 175 000 enfants dans la rue pour la Côte d'Ivoire.

Ces enfants de la rue sont sans domicile fixe. Ce sont des filles et des garçons parfois innocents, exploités par des adultes. On note des filles prostituées et des garçons victimes de pédophilie privés de soins et de nourriture, d'affection et de protection, se livrant à la consommation de la drogue et à la délinquance. La plupart de ces enfants sont issus de familles disloquées, inexistantes, abondantes ou très pauvres. Ces enfants ne sont pas tous des délinquants. Ils recherchent parfois dans les marchés, sur les places publiques ou aux abords des grands centres, des gares et aéroport une nouvelle identité et des moyens de subsistance. Ces enfants estiment que les adultes ne les écoutent pas assez. Certains de ces enfants dit enfants de la rue, pas dans la rue, travaillent, exercent de petites activités génératrices de revenus pour subvenir aux besoins des membres de leurs familles qui vivent dans la misère. Ils sont parfois à tout pour le minimum et pour leur survie et pour celle de leur famille.

### Que font-ils ?

- Cireurs de chaussures,
- Vendeurs d'eau, de journaux,
- Porteurs de bagages (dans des charrettes pour les plus chanceux ou sur la tête),
- Apprentis dans divers métiers, mais parfois à risque
- Travaux champêtres
- Soldats dans les rébellions
- Filles de maison appelée abusivement « bonnes ».

**Ces enfants travailleurs** se plaignent des tracasseries, soient des employeurs qui les maltraitent, soient des agents municipaux qui les poursuivent à longueur de journée pour non paiement de taxes municipaux.

*Ces enfants ont besoin de la reconnaissance du rôle économique important qu'ils jouent. Ils revendiquent leur autorité, le droit au respect et la volonté de s'organiser. Ils ont besoin qu'on les écoute. (Etude réalisée en 1996 par le Ministère des Affaires Sociales à Abidjan)*

Les adultes les exploitent économiquement, les sous-payent le plus souvent en dessous du (SMIG) et ils ne bénéficient d'aucune sécurité sociale.

### Que veulent –ses travailleurs précoces ?

- Un travail limité dans le temps,
- Un droit de repos,
- Un droit aux loisirs,
- Etre payés au SMIG ou au SMAG (pour le milieu agricole)
- Besoin de scolarisation et d'alphabétisation et de soins médicaux.
- Ces enfants travailleurs se retrouvent aussi dans les villages comme agriculteurs et confrontés aux problèmes de manque de terre. A ce niveau les gouvernements de nos pays respectifs devraient redéfinir le droit foncier pour donner l'occasion aux enfants de bénéficier des terres cultivables et limiter ainsi l'exode rural.

Il y a aussi les enfants en prison abandonnés par tout le monde parce que traités de délinquant. Souvent ils sont abandonnés à eux-mêmes, souffrant de divers maux. Des ateliers de réinsertion sont prévus dans les prisons mais ne fonctionnent pas correctement. Pour le cas de la Côte d'Ivoire mon pays, il y a 32 centres pénitenciers de rééducation mais seulement deux (Abidjan et Bouaké) fonctionnent correctement. Les trente (30) autres accueillent les enfants dans le même conditions que

les adultes, il n'y a pas de centre d'observation des filles si bien que sortant de la prison si elles n'ont pas été accueillies en famille, elles rechutent.

L'action des gouvernements (cas de la Côte d'Ivoire) consiste en la réglementation et en la répression de certaines violences exercées sur les mineurs. Des structures administratives sont créées pour essayer d'aider les jeunes. Ministère de la promotion des jeunes et du service civique, protection de la famille, sécurité, emploi, prévoyance sociale, santé, justice et liberté publique. Ces ministères sont dotés de directions qui s'occupent de l'enfance en difficulté et surtout du illégal de ceux-ci.

En Côte d'Ivoire, depuis 1992, un plan d'action est élaboré pour la protection, la survie et le développement de l'enfant. Des fonds sont sociaux mis à la disposition des jeunes. Au niveau international il y a un appui au gouvernement par certains organismes internationaux.

Il existe des programmes de coopération signés par la Côte d'Ivoire et des organismes comme l'UNICEF, l'OIT, l'UNESCO et l'ONUDC.

UNICEF-CI a prévu des programmes sectoriels en matière de la santé, eau, assainissement, éducation. Des programmes de planification, d'enfants en situation difficile pour améliorer la situation de ceux-ci et de la femme.

## CONCLUSION

L'UNICEF considère : « l'éducation comme un moyen efficace d'éviter le travail des enfants. Les enfants scolarisés risquent moins d'être victimes d'exploitation. De même, les enfants qui travaillent tout en ayant la possibilité de suivre des cours ont de meilleures chances de voir leur situation s'améliorer ».

Je suis peut être d'avis avec le dernière phrase mais pas avec les deux premières. Tenez vous bien, en Côte d'Ivoire et certainement dans la plupart de nos pays africains au sud du Sahara, soixante dix pourcent (70%) des enfants scolarisés vivent en dehors de la cellule familiale.

Pourquoi ?

- Manque de certaines filières dans les localités des parents
- Absence des certaines écoles ou absence d'école tout court

Pour ces enfants, il se pose le problème de tuteurage. Souvent ils vivent seuls, sans électricité ou des foyers et trouvant à peine les moyens de nourrir Très tôt ces enfants se prennent en charge. Ils sont livrés à eux-mêmes et donc obligés de faire de petits boulots afin de subvenir à leurs besoins primaires (Se nourrir). Dans ces conditions pour la plupart d'entre eux ils sont prêts à tout.

Pour sortir du borbier du travail des enfants, nos pays doivent mettre en place des politiques hardis de lutte contre la pauvreté.

Les pays dits développés ont connu, ce que nous vivons aujourd'hui. Ils ont pu s'en sortir par volonté et par soucis de création et de partage équitable des richesses. Il faut pouvoir donner les mêmes chances à tous.

Les fonds de solidarité pour l'installation de jeunes est à encourager. Il faudra bien penser ces différentes politiques, car il ne suffit pas de donner comme c'est souvent le cas, mais récupérer ce que l'Etat à donner afin de le réinjecter dans le circuit de soutien à la création d'emploi aux jeunes.

### ***Impact du VIH/SIDA sur l'Emploi, par M Kouakou Ronsard Yao***

Selon les estimations du BIT, à ce jour le VIH/SIDA a privé la population active mondiale de 28 millions de travailleurs, et il faudrait s'attendre à ce que cette tendance se confirme si l'on ne prend pas des mesures suffisantes. Selon les projections du BIT, la population active aura perdu 48 millions de travailleurs d'ici à 2010 et 74 millions d'ici 2015. Ces pertes correspondent pour la plupart à des décès parmi les travailleurs, mais les projections du BIT tiennent également compte des pertes dues à une réduction de la taille de la famille. Le fait que la plupart des travailleurs qui meurent font partie de la population en âge de se reproduire et de travailler signifie que certains d'entre eux auraient eu davantage d'enfants s'ils étaient encore vivants, et ces enfants auraient grossi à leur tour les rangs des travailleurs. Les deux tiers de ces pertes toucheront l'Afrique, ou l'accélération du processus est impressionnante (voir tableau). Cinq pays africains auront perdu plus de 20% de leur population active d'ici à 2010, et d'ici à 2015 huit pays. Pour quatre d'entre eux, la perte sera de plus d'un tiers.

Les pertes directes sont aggravées par l'incapacité de travailler de millions de travailleurs qui se trouvent aux stades finals de la maladie. L'OIT estime que deux millions de travailleurs perdent la capacité de travailler tous les ans et que, d'ici à 2015, ils seront quatre millions dans ce cas. D'autres travailleurs portent alors le fardeau économique d'avoir à subvenir aux besoins de la famille, et d'autres personnes en âge de travailler le fardeau à la fois économique et social des soins et de l'aide à fournir.

La population active subit des pertes à la fois quantitatives et qualitatives. On mentionnera plus particulièrement la pertes de capacité en ressource humaines due à une rupture de la transmission des connaissances et compétences, quelles soient formelles ou informelles, qui aurait dû normalement être assurée par les parents, conseillers, travailleurs plus âgés, formateurs et enseignants.

Les effets sur les économies nationales sont flagrants. Le BIT estime que les pays touchés ont perdu environ 0,2 % de leur taux annuel de croissance du PNB entre 1992 et 2002, ce qui équivaut à une perte annuelle moyenne de 25 milliards de dollars E.-U.

Les projections partent de l'hypothèse que l'accès à grande échelle au traitement antirétroviral ne serait pas encore réalisé, mais elles ne prévoient pas par ailleurs d'aggravation de l'épidémie dans certaines régions ; en particulier, il se pourrait qu'elles sous-estiment les pertes futures de population active en Asie.

## L'économie informelle

Dans les régions en développement, l'économie informelle occupe plus de la moitié de la main-d'œuvre totale, et même beaucoup plus dans bien des pays. Au Ghana, par exemple, elle représente 70 à 80 % de l'emploi total et en Inde près de 90 %. Les entreprises de l'économie informelle s'appuient généralement sur un ou deux opérateurs. Lorsqu'un travailleur tombe malade ou meurt, ces petites entreprises ont souvent beaucoup de mal à se maintenir, et la précarité de l'emploi dans le secteur informel, l'absence de protection sociale et l'accès limité aux services de santé ne font qu'aggraver l'impact de l'épidémie sur les travailleurs. L'ampleur des pertes de revenus et d'emplois et des coûts supplémentaires dus au VIH dans l'économie informelle est difficile à mesurer, mais elle peut être éclipsée par une perte dramatique de transfert intergénérationnel de compétences. Dans certaines régions agricoles très touchées par l'épidémie, les orphelins et les enfants pauvres entrent prématurément dans la population active et pratiquement sans compétences.

Les travailleurs migrants sont eux aussi très exposés au VIH dans de nombreuses situations. Bien que la main-d'œuvre migrante contribue considérablement à l'économie des pays d'accueil, les droits des migrants sont souvent ignorés. Ils sont confrontés à la xénophobie et à la discrimination et sont souvent privés d'informations et de services. Les migrations à des fins d'exploitation comme le trafic des personnes pour le commerce du sexe font courir aux migrants un risque très élevé de contracter le VIH, de même que certains types de travail en sous-traitance et le travail domestique. La pauvreté et la marginalisation de beaucoup de migrants, et surtout des jeunes femmes, les exposent également à la violence, au rejet et à des pratiques sexuelles abusives

### 1. CONTEXTE GENERAL (CAS DE LA COTE D'IVOIRE)

#### 1.1. Présentation générale de la République de Côte d'Ivoire

##### 1.1.1. Contexte général et démographique

Située en Afrique de l'Ouest, bordée par le Golfe de Guinée sur l'Océan Atlantique, la Côte d'Ivoire couvre une superficie de 322.462 km<sup>2</sup> avec une densité démographique estimée à 43 habitants par km<sup>2</sup>. Le pays est limité au Nord par le Mali et le Burkina-Faso, à l'Ouest par la Guinée et le Libéria et à l'Est par le Ghana.

Les principales causes du taux élevé de la mortalité maternelle sont une maternité précoce (à 19 ans, 53% des femmes ont déjà donné naissance à un enfant), un intervalle inter génésique court (< 2ans), un faible recours à la contraception moderne (prévalence contraceptive de 15%), une surveillance insuffisante de la grossesse, une surveillance postnatale insuffisante, un niveau d'accouchements assistés par un professionnel de la santé relativement faible, un niveau élevé des accouchements à domicile (55%) et enfin une séroprévalence du VIH élevée.

Les principales villes sont Abidjan (3 800 000 habitants), Bouaké (700 000 habitants), Yamoussoukro (110 000 habitants), Daloa (135 000 habitants), Korhogo (110 000 habitants) et Man (100 000 habitants).

##### 1.1.2. Contexte économique et social

Après plus d'une trentaine d'années de stabilité qui a suivi l'indépendance en 1960, le pays a été durement perturbé ces dernières années par des troubles sociopolitiques qui ont fortement pesés sur son développement économique.

Les principales ressources proviennent des cultures industrielles (café, cacao, ananas, hévéas, palmiers à huile, coco...) le plus souvent destinées à l'exportation.

Sur le plan social, toutes les années de crise qu'a connu le pays ont débouché sur l'aggravation du phénomène de la pauvreté. Les secteurs sociaux tels que la santé et l'éducation ont été parmi les plus affectés par cette situation.

## 2. SITUATION DU VIH

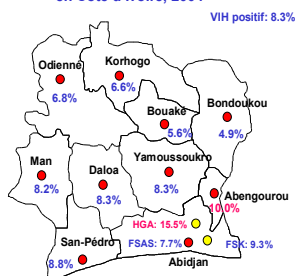
### 2.1. Epidémiologie du VIH/SIDA

C'est en 1985 que les premiers cas de SIDA ont été diagnostiqués en Côte d'Ivoire où l'épidémie est caractérisée par la présence des deux virus, le VIH-1 et le VIH-2.

La prévalence du VIH dans la population sexuellement active de 15 à 49 ans est estimée en fin 2003 à environ 7% selon le rapport 2004 de l'ONU SIDA.

Comme partout ailleurs, les adultes jeunes représentent les principales victimes de l'épidémie en Côte d'Ivoire. En 1997, la majorité des cas de SIDA était notée parmi les sujets âgés de 20 à 49 ans, avec une prépondérance de la tranche d'âge de 30 à 34 ans (environ 20%). Les jeunes de 15 à 24 ans représentaient environ 18% de la totalité des cas notifiés.

Distribution géographique de la prévalence du VIH chez les femmes enceintes vues en CPN1 en milieu urbain en Côte d'Ivoire, 2004



### 2.2. Situation du VIH au niveau des autres secteurs

#### 2.2.1. Secteur de l'éducation

Une étude réalisée sur la période scolaire 1996-1997, a donné les résultats suivants :

- Cinq instituteurs décédés par semaine scolaire pour cause de SIDA ;
- Indisponibilité des instituteurs malades du fait du SIDA 24 semaines sur 28 semaines ouvrables (avant leur décès);
- Ancienneté moyenne des instituteurs décédés de SIDA 13 ans les 30 ans de service requis par l'état.

De 1997 à 2000, il y a eu en Côte d'Ivoire au moins 71 655 enfants âgés de 6 à 11 ans qui n'ont pas pu être scolarisés pour cause de VIH/SIDA.

### 2.2.2. Secteur de l'agriculture

Le secteur agricole contribue pour 33% au PIB national et pour 66% aux exportations. Ce secteur, base de l'économie ivoirienne est durement touchée par le VIH/SIDA.

Les données de la situation du VIH sur le secteur agricole ont été recueillies dans 10 pays africains dont la Côte d'Ivoire. De ces données, l'on retient:

- La réduction des superficies cultivées;
- La réduction d' ¼ de la main d'œuvre agricole ;
- La séroprévalence dans les complexes agroindustriels avoisine les 17% ;
- La force de travail dans le secteur agricole a baissé de 5,6% en 2000 avec une prévision de baisse de 11, 4% en 2020.

### 2.2.3. Secteur des affaires sociales

La situation du VIH dans le secteur des affaires sociales n'est pas suffisamment documentée. Cependant, les chiffres sur l'ampleur de la pandémie du VIH/SIDA font état d'une augmentation du nombre de personnes infectées et affectées notamment les orphelins et enfants vulnérables.

### 2.2.4. Incidence sur le secteur industriel à Abidjan

Cet aspect nous intéresse particulièrement dans le cadre de la problématique abordée, car les caractéristiques de l'épidémie convergent pour avoir un effet négatif sur l'activité économique des pays à forte prévalence VIH, particulièrement en Côte d'Ivoire. Si la population active est affectée de façon durable, il est à craindre que l'économie en subisse les effets tant dans le secteur agricole que dans le secteur industriel. Ces contraintes qui se traduisent par des charges supplémentaires à la fois pour les ménages mais également pour les établissements (entreprises, coopératives, associations...) affaiblissent lentement mais durablement la performance économique d'un pays. Nous nous sommes particulièrement intéressé au secteur industriel à Abidjan et aux conséquences que pouvait avoir l'épidémie de VIH sur cette activité pour deux raisons essentielles. La première est relative à la prévalence importante constatée à Abidjan ainsi que la concentration des entreprises manufacturières dans cette zone. La deuxième raison tient à la différence de cas de SIDA entre les hommes et les femmes. En effet, le ratio homme/femme des décès du SIDA sur la période 1986-1992 est de 6 pour 1. Par ailleurs, l'essentiel de la main d'oeuvre employée dans le secteur industriel, à l'exception de quelques entreprises, est largement masculin. L'hypothèse émise est donc que ce secteur serait particulièrement concerné par l'infection à VIH, relativement à d'autres activités urbaines plutôt féminines. Trois entreprises situées à Abidjan font donc l'objet d'une recherche (1) dont les résultats présentés ci-dessous fourniront la base d'une réflexion sur les dysfonctionnements occasionnés par le VIH/SIDA et les réponses possibles des entreprises à ces difficultés.

#### Présentation des résultats de l'étude menée à Abidjan

L'étude menée à Abidjan en 1995 et 1996 sur trois entreprises manufacturières (tableau 1) a permis d'identifier et de mesurer l'impact du VIH/SIDA sur leurs activités, et ce à partir des cas infectés par le VIH notifiés par le médecin d'entreprise de chaque établissement (tableau 2). Cette méthode exclue donc les membres du personnel infectés par le VIH et non connus des médecins d'entreprise.

*Tableau 1*: Présentation des trois établissements situés à Abidjan

Période d'étude	Secteur d'activité	Moyenne nombre employés sur période	Date de création
Firme 1 (1989-95)	Industrie agro-alimentaire	275	1969
Firme 2 (1993-95)	Industrie textile	1150	1966
Firme 3 (1991-95)	Industrie emballage carton	83	1981

Les périodes étudiées varient selon les établissements en fonction de la nature et de la qualité des informations nécessaires à une étude rétrospective (tableau 1). Cette recherche a par ailleurs nécessité de nombreux entretiens à passages répétés avec les médecins d'entreprise mais également avec les directeurs d'établissement, les directeurs du personnel, les responsables du service comptabilité, des employés cadres, agents de maîtrise et ouvriers. D'autres informations sortant du cadre de l'étude de ces entreprises ont été recueillies auprès des membres d'associations de séropositifs, de syndicats de travailleurs, de compagnies d'assurance maladie. Des investigations partielles auprès d'autres entreprises industrielles et agro-industrielles ont été menées et viennent appuyer l'argumentation présentée.

*Tableau 2* : Nombre d'employés infectés par le VIH dans chaque entreprise et notifiés par le médecin.

Période d'étude	Vivants	décédés	Total	% de décès
Firme 1 (1989-95)	16	21	37	56,8
Firme 2 (1993-95)	8	31	39	79,5
Firme 3 (1991-95)	5	9	14	64,3

Source : Aventin, Huard 1997

\*Moyenne annuelle des cas notifiés

\*\* Moyenne du nombre d'employés sur la période (cf. tableau 1)

Le tableau 3 :

Présente l'évaluation des coûts directs et indirects provoqués par le VIH/SIDA que supportent les 3 entreprises, uniquement en tenant compte des cas notifiés en l'absence de données exhaustives. L'ensemble de ces coûts observables et quantifiables en terme monétaire s'oppose aux coûts organisationnels qualifiés de "difficilement quantifiables" (Aventin et Huard, 1997) ou de "coûts invisibles" du fait de la difficulté à les observer et à les évaluer. Quelles sont conséquences de l'épidémie sur les entreprises ? (Voir II)

Tableau 3 : Dépenses relatives au VIH par entreprise et par poste en milliers de FCFA

POSTES	Firme 1 1989-1995	Firme 2 1993-1995	Firme 3 1991-1995
Soins	32 273 = 25%	7 000	0
Prévention	1 329	635	1 600
Dépistage VIH (résultats négatifs)	709	0	0
Masse salariale du personnel médical	6 711	6 748	2 600
Pension d'invalidité	30 285 = 24%	0	0
Arrêts de maladie	11 928	9 814 = 18%	8 925 = 31%
Absentéisme (phase terminale)	n.e	n.e	2 820
Délégation funéraire	4 009	1 800	848
Licenciements et primes de départ	0	587	451
Recrutement et formation	0	2 790	900
Perte de productivité / aménagements de poste	17 010	13 500 = 25%	5 864 = 20%
Frais d'obsèques	17 261 = 14%	11 026 = 21%	4 587 = 16%
Augmentation du coût de l'assurance maladie	6 335	/	/
TOTAL / an	18 264	17 967	5 719

Source : Aventin, Huard 1997 (cf. note 3)

\* n.e. = non évaluable

## II. Analyse des charges et des dysfonctionnements provoqués par le VIH/SIDA en entreprise

### 2.1. Les coûts quantifiables ou monétaires et les mesures compensatoires mises en oeuvre par les dirigeants d'entreprise

Il s'agit de l'ensemble des perturbations évaluées dans le tableau 3. Ces coûts dont sont conscients les responsables d'entreprise varient d'un établissement à l'autre dans leur montant par rapport au nombre d'employés mais également par rapport à la proportion de chaque coût sur le montant total. C'est la raison pour laquelle, l'interprétation de ces résultats doit être prudente. L'analyse comparative doit tenir compte des différences organisationnelles et des politiques de chaque établissement. En effet, si la perte de productivité représente 31% du coût total dans la firme 3, c'est aussi parce que les autres coûts sont faibles. Dans la firme 2, la dotation annuelle en médicaments par l'employeur est plafonnée à 15,5 millions de FCFA par an, ce qui n'est pas le cas dans la firme 1 où les dépenses annuelles sont 6 fois supérieures pour un nombre d'employés 4 fois moins important. On constate

également que les coûts relatifs à la mortalité semblent inférieurs à ceux de la morbidité. Cela est vrai pour ces trois entreprises qui maîtrisent parfaitement la gestion et la participation des collègues de travail aux funérailles d'un employé décédé. Seul un nombre limité d'agents ont l'autorisation de participer aux obsèques et sont parfois sélectionnés par les responsables du personnel et les délégués syndicaux afin d'éviter un absentéisme de masse. La réalité est cependant plus complexe car les funérailles dépendent de fortes traditions socioculturelles auxquelles l'employeur a parfois du mal à s'opposer. Dans le cadre d'enquêtes ponctuelles et complémentaires, nous avons constaté que certains dirigeants des grandes plantations de produits tropicaux ont dû réguler avec rigueur et sous peine de licenciement la participation aux obsèques afin de limiter l'absentéisme massif et régulier. En l'absence d'étude sur les coûts de ces conséquences, nous ne pouvons exclure l'hypothèse selon laquelle les décès du SIDA provoquent ou aient provoqué des coûts indirects importants.

## 2.2 Désorganisation du travail et coûts invisibles

La morbidité et la mortalité du personnel accélèrent ( ) le turnover des entreprises, les départs devant être compensés par de nouvelles embauches pour maintenir le niveau des effectifs. Même si de cette manière, le nombre d'employés reste stable, la rotation du personnel et le déséquilibre qu'elle provoque, en modifiant la proportion entre les anciens et les nouveaux employés, occasionne des problèmes de formation et de socialisation. En effet, la socialisation permet au nouvel employé de s'intégrer dans la communauté de travail par l'intériorisation de connaissances tacites qui relèvent de l'environnement professionnel, social et culturel. Ces connaissances, parties intégrantes de l'apprentissage qui ne se limite pas aux simples compétences techniques et professionnelles, vont déterminer le comportement de l'individu dans un ensemble cohérent. "Les agents sont des sujets évolutifs, non dotés a priori d'un quelconque principe de rationalité mais dont les comportements se construisent au cours des apprentissages", permettant ainsi d'une part d'affiner la cohérence des tâches et de l'activité, c'est à dire des modèles d'interactions qui constituent des solutions efficaces à des problèmes particuliers, d'autre part de renforcer les capacités de réaction et d'adaptation de l'entreprise face à un environnement défavorable. Ces routines forment ainsi des modèles tacites de comportement adoptés par les agents de manière quasi automatique, elles constituent le coeur de l'entreprise et fondent son efficacité.

## III. Réflexion pour une réponse adaptée des entreprises au VIH/SIDA

### 3.1 Déclinaison et évolution des impacts du VIH/SIDA en entreprise

On constate deux niveaux d'impact du VIH/SIDA dans les entreprises, l'un est aisément observable comme le confirment les études micro-économiques ou sectorielles, l'autre est moins visible et agit lentement sur l'organisation et les structures de travail des industries. Les entrepreneurs s'en tiennent aujourd'hui aux seuls effets visibles, et ce, dans le contexte de leur entreprise dont les caractéristiques en font des cas particuliers. Si l'on fait un retour sur les résultats de l'étude menée à Abidjan (tableau 3), la firme 1 est peu concernée par l'embauche et la formation de personnel nouveau car elle a réorganisé les postes de travail, non pas à cause du VIH/SIDA mais parce que les commandes de clients ont baissé au début des années 1990. Elle n'a donc pas été économiquement gêné par l'absence ou le manque de personnel qui était en surnombre à ce moment-là. Ce n'est pas le cas de la firme 2, en plein développement, qui a fait remplacer les 31 employés décédés ou partis et former les nouveaux venus.

### 3.2 L'importance des systèmes de prise en charge médicale dans les entreprises

Sur un plan théorique, le choix d'une politique sanitaire par une entreprise a un coût mais elle apporte également des avantages, notamment celui de réduire l'absentéisme pour raisons de santé qui représente aussi une charge. C'est à partir de ce postulat et de l'observation de l'application d'une politique socio-sanitaire par la firme 1 que l'on pourra comprendre l'intérêt de ce choix en terme économique ainsi que l'utilisation que l'on pourrait en faire pour atténuer les variations du turnover.

En l'absence d'une socialisation de la prise en charge sanitaire des individus en Côte d'Ivoire, à l'exception de quelques rares centres médicaux offrant des prestations en partie financées par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS, 1994), les entreprises du secteur public et privé participent parfois et dans des proportions variables au paiement de l'assurance maladie des employés. On peut se demander pourquoi la firme 1, dont le coût le plus important est celui des soins, continue de consacrer volontairement des sommes élevées à la prise en charge médicale. Nous suggérons trois réponses possibles et complémentaires à cette interrogation :

- Avant l'apparition du VIH/SIDA, pour cette entreprise de type international, cette politique contribuait à lui conférer une image sociale positive vis à vis du personnel et des consommateurs.
- La deuxième raison correspond à la mise en oeuvre de la relation entre état de santé et " moral " du personnel, d'un côté, et productivité du travail de l'autre.
- La qualité des prestations sociales, et particulièrement l'offre d'une couverture médicale dans un pays où la santé coûte cher (Banque Mondiale, 1993), est fortement appréciée des employés. Cette politique, qui profite à l'ensemble du personnel, diminue les écarts hiérarchiques et renforce les liens sociaux et la cohésion du travail entre les agents.

#### Conclusion et perspectives

Nous constatons que l'absence de traitements efficaces contre le VIH/SIDA en Afrique affecte indirectement la sphère économique, car les traitements prolongeraient l'espérance de vie des personnes infectées par le VIH et influeraient sur la mortalité et la morbidité du personnel d'entreprise, donc sur le turnover, donc sur les conséquences organisationnelles. Cependant, ce qui pourrait être fait en terme de réponse médicale n'est pas appliqué; trop peu d'entreprises participent à l'assurance santé des employés à l'exception du secteur public.

On constate par ailleurs que la proposition de la mise en place d'un système de santé dans les entreprises présente essentiellement trois limites.

1. L'installation d'un système de santé, même progressive, implique un décaissement et donc une disponibilité de trésorerie pour un investissement souvent imprévu.
2. Les employés du secteur public et privé ainsi que leur famille ne représentent qu'une partie non majoritaire de la population active et ce contexte exclue les actifs du secteur informel.
3. Cette politique accentue le rôle parfois paternaliste des employeurs en Afrique (Henry, 1993) et la perte de l'emploi pour un employé se traduit par la perte des acquis sociaux, en particulier l'accès à l'assurance maladie. Malgré tout, il semblerait nécessaire que l'employeur considère ces aspects de

santé non plus comme une faveur envers les employés ou comme un aspect secondaire vis à vis de l'activité mais comme un outil économique dans la gestion du personnel.

Au-delà des limites évoquées, l'application de cette politique par les entreprises pourrait déboucher sur des orientations intéressantes au niveau macro-économique :

1. Dans la plupart des entreprises en Côte d'Ivoire et probablement en Afrique, l'employeur fournit aux cadres et aux hommes clés un statut stable en leur offrant un contrat de travail à durée indéterminée, un salaire au-delà de la moyenne de la masse salariale et une assurance médicale. Avec l'épidémie de VIH/SIDA, les employeurs ont tendance à protéger davantage les agents qui détiennent les savoir faire alors que l'investissement pour la santé des autres employés n'est pas jugé utile par "les patrons". Cette dualité renforce la tension entre ces deux catégories d'employés au sein de la même entreprise et les ouvriers manifestent ou se plaignent afin d'obtenir des droits similaires à ceux des cadres, notamment en matière de santé (Bazin, 1995). Les tensions et les conflits sont dans certains cas positifs, car cela oblige les employeurs à se positionner et à faire évoluer les choses en donnant l'accès minimum aux soins pour les employés. Autre cas de figure, la résistance de l'employeur aux réclamations : cette situation entretient les tensions et les conflits qui au-delà d'une certaine mesure, ne sont plus constructifs mais néfastes car ils se traduisent par la baisse de productivité des employés, un turnover plus élevé, des ruptures de socialisation dans les groupes de travail. Ces conflits affectent la cohérence du travail et ont un coût qui favorise la décision de l'employeur en faveur des employés mécontents (dans la mesure où l'employeur a conscience de la répercussion du mécontentement sur la production). Ces déséquilibres convergeraient alors vers l'amélioration globale de la situation de l'ensemble des employés.

2. Cet effet de déséquilibre dynamique pourrait également s'appliquer entre les établissements : les firmes internationales et les grandes entreprises du secteur formel peuvent favoriser la mise en place ou l'amélioration de leur systèmes de santé. Les firmes qui n'avaient pas opter pour cette politique pourraient y trouver un intérêt si le mouvement est suffisamment visible. Il y a donc un effet d'entraînement lié à l'ensemble des déséquilibres, comme celui existant entre le secteur formel et informel. Beaucoup d'employés d'entreprise n'ont pas d'intérêts à travailler dans le secteur formel car ils ne souhaitent pas payer d'impôts. Cependant, l'apparition de nouveaux avantages dans le secteur formel pourrait être un élément en faveur de la formalisation d'établissements informels. L'élargissement du secteur formel signifierait alors améliorer la productivité du travail, favoriser la sécurité du travail par le respect des normes, augmenter les recettes de l'Etat par le prélèvement des impôts et des taxes, donc disposer de plus de ressources publiques et des moyens d'intervention plus nombreux.

3. Enfin le développement des systèmes de prise en charge médicale sur le lieu de travail représenterait un réseau supplémentaire de distributions des médicaments et des soins qui sera important lorsque les traitements ou le vaccin contre le VIH/SIDA seront disponibles sur le continent africain. Cela est particulièrement vrai dans les pays où les systèmes de soins sont défaillants, saturés ou peu performants. La médecine d'entreprise deviendrait un levier d'appui aux politiques de santé nationales et un outil efficace de lutte contre le VIH à la fois sur le plan économique et dans une optique de santé publique.

## BIBLIOGRAPHIE

- Thèse de doctorat en médecine Docteur ODO- 2005
- Etudes épidémiologiques (Liens Drogues et VIH/SIDA) Docteur BADOU
- Site web du Ministère de la lutte contre le VIH/SIDA
- Site web ONU SIDA

## ***Culture et Emploi, par M Idrissa Ly***

*Monsieur Idrissa Ly, titulaire d'un DESS en Gestion des Institutions Culturelles, a fait son mémoire sur « Politique culturelle et décentralisation, quelle décentralisation mettre en œuvre pour démocratiser la culture ? (Comparaison système français et cas malien) ». Actuellement il remplit la fonction de Chargé des projets des industries culturelles, du développement culturel et de la politique de décentralisation, au Ministère de la Culture du Mali. Parallèlement à cette fonction il est Coordinateur de l'Agence pour la Promotion des Industries Culturelles, et Président de l'Association pour la Promotion des Industries Culturelles (APIC- Mali), où il est en charge de structurer le secteur des industries culturelles pour qu'elles servent de levier de développement économique, de professionnaliser le domaine afin que les biens et services culturels soient mieux connus, de renforcer les capacités des opérateurs culturels par la formation des acteurs, et de développer des politiques culturelles qui intègrent le contexte de décentralisation et la dimension économique du secteur. Il est également professeur vacataire chargé de cours de technique d'expressions et communication à l'Institut Universitaire de Gestion (IUG) de Bamako. Il fut rédacteur en collaboration de plusieurs numéros de « Echo des lettres », bulletin de liaison des professeurs de français au Mali, rédacteur en chef d'organe du MPR, « la Voix du Tigre » depuis sa création, et rédacteur en collaboration du Magazine « Donko » du Ministère de la Culture du Mali.*

Aujourd'hui, la question de l'emploi est le plus grand défi auquel nos pays sont confrontés et pour la résolution de laquelle toutes les pistes sont à explorer.

Longtemps marginalisés, certains secteurs de la vie active comme la culture étaient absents dans les agrégats économiques et ignorés par les pouvoirs publics au niveau de leur poids économique et leur contribution à la lutte contre la pauvreté. Il apparaît clair, compte tenu de son dynamisme, de ses potentialités, que le secteur culturel ainsi que ceux qui en dérivent sont les plus porteurs dans les pays africains et particulièrement dans notre pays dont la richesse culturelle est vantée partout dans le monde.

La présente communication, qui n'a pas la prétention d'être exhaustive s'articulera sur les axes suivants :

Dans un premier temps, nous expliquerons pourquoi la culture a été très longtemps traitée comme un secteur marginal de l'économie et pourquoi elle n'était pas reconnue comme un domaine productif et porteur d'emploi. Ceci nous donnent l'occasion de bien évoquer les relations combien difficiles entre culture et économie dont le couple a été constitué sur la base d'un « mariage forcé ».

Dans un deuxième temps, nous essaierons de prouver que : l'apport de la culture à l'économie est loin d'être un apport négligeable ; le secteur culturel qui s'est industrialisé depuis des décennies, est aujourd'hui à la pointe de la création de richesse, de valeur ajoutée et de nombreux emplois, directs et indirects.

Sur la base de chiffres nous présenterons le visage actuel du secteur et démontrerons que l'économie actuelle du monde et de nos pays commet une erreur stratégique à ne pas considérer l'économie et l'emploi dans le secteur des « industries créatives » comme essentiels. Il se fera sur la base de chiffres des pays africains ayant fait de grands progrès dans le domaine des industries culturelles.

Le troisième axe de la communication portera sur quelques exemples concrets au Mali.

Les domaines culturels structurés et non et structurés au Mali, professionnels et amateurs se développent, créent des vocations et de nombreux emplois : industrie de la musique, du cinéma, des

arts plastiques, de la photographie, du design...Il en est de même pour les secteurs comme les spectacles amateurs, festivals et rencontres culturelles...

Cette démonstration nous permet également de relever les difficultés et les handicaps majeurs à la promotion du « plein emploi » dans ces domaines à côté des atouts majeurs dont nous disposons.

Nous terminerons notre communication sur les bonnes perspectives : les nouvelles pistes de réflexion, les objectifs à atteindre à moyen terme pour révolutionner le secteur culturel, attirer les financements importants, alerter les décideurs, provoquer une meilleure prise de conscience des créateurs, favoriser l'exploitation des marchés nationaux, régionaux, sous régionaux, améliorer l'offre des biens et services culturels.

Ce qui est intéressant à souligner c'est que le plus important est fait : l'économie de la culture s'est taillée une place dans l'économie générale. Notre pays a tout intérêt à promouvoir sa création et sa créativité car il n'a aucun besoin d'importation de matières premières dans ce domaine. Des talents révélés et naissants « courent la rue ». Un marché important existe et est loin d'être occupé. Comme on le dit : le décor est planté, à nous de jouer !

## DEBATS AUTOUR DE LA DEUXIEME SERIE D'INTERVENTIONS

### *Un participant*

En ce qui concerne le rapport de la jeunesse à l'emploi cela date de la colonisation française car être dans un bureau et être salarié, c'est ça avoir un emploi et se stéréotyper du cadre en chemise blanche et cravate est encore d'actualité et les jeunes n'ont pas cet courage d'être à leur propre compte, d'être entrepreneur.

Et on constate la plus part du temps que les initiatives pour installer les jeunes à leur propre compte a échoué car, soit les jeunes font autre chose avec l'argent donné, comme acheter un billet pour partir en Europe, où ils sont vite refoulés, ou ils gèrent mal le projet qui tombe à l'eau et ils se retrouvent de nouveau sans emploi. Peut être qu'il faudrait demander aux jeunes se qu'ils veulent car, certains ont déjà ce qu'il faut pour faire les premiers pas et monter ainsi leur propre entreprise. Il faudrait que les jeunes sachent ce qu'ils veulent eux-mêmes, comme ça, on peut les aider.

Enfin de compte que veulent les jeunes ? Car si les décideurs politiques, les cadres, réfléchissent à la place des jeunes, ils ne seront pas convaincus de la pertinence des projets et ne les accepteront pas. C'est pourquoi ils font autre chose de l'argent donné.

La société traditionnelle Africaine respectait les droits des enfants mais à l'heure où nous sommes, se clivage entre société moderne et société traditionnelle fait qu'on assiste à une exploitation des enfants dans des secteurs où, ils font un travail inadéquat à leur âge.

Nous assistons également au phénomène d'enfants chef de famille car les deux parents ayant été victimes du SIDA ils doivent travailler pour subvenir au besoin de leurs frères et sœurs qui partent à l'école.

Dans la société traditionnelle Africaine, l'enfant était affilié à des travaux de son âge, son temps de travail était aussi contrôlé afin qu'il ne se fatigue pas trop et qu'il puisse aller jouer aussi. L'enfant était respecté et ses droits reconnus. Mais aujourd'hui, les normes ne sont pas respectées. Quant cela nous arrange nous sommes dans la société traditionnelle et quand cela ne nous arrange pas nous

sommes modernes, donc c'est un conflit permanent entre nous et la nouvelle société que nous devons apprendre à gérer.

Les enfants **de la** rue et les enfants **dans** la rue.

Les enfants **de la** rue, ils font tout dans la rue, se sont des enfants maltraités ou envoyés de très loin et n'ont pas de famille en ville où ils peuvent loger. Donc dans un premier tant, l'enfant se retrouve **dans** la rue et après il devient enfant **de la** rue, parce que c'est la rue qui devient son lieu de travail et c'est dans la rue où il fait tout, et partant de là, il prend de mauvaises habitudes comme le vol, la drogue, les comportements à risque, le VIH et il est souvent victime d'abus sexuel. Ainsi la rue devient sa maison. Il y a même un phénomène de socialisation au niveau des enfants ; ils forment une communauté, ils s'entraident et cet aide, ils ne le retrouvent pas dans leur famille, ce qui fait qu'il est très difficile de les faire retourner dans leur famille.

*Dr Mamadou Fanta Simaga*

Le travail des enfants, est le résultat, en Afrique comme en Europe, de cette économie capitaliste basée sur les bourses et marchés. En Europe, on voit des sociétés prospères, déclarantes des milliards de bénéfices et 6 mois après on met les ouvriers à la rue. Les manipulations boursières, les haut et bas du prix des matières premières, font que le monde vit dans l'angoisse et comme le disait Alain Perfidé, ministre du Général Charles de Gaulle « un pays se développe mais ne développera jamais un autre pays. » Donc c'est à nous africains de comprendre, qu'il faut chercher notre voie comme l'a dit Jean Paul Sartre, de l'indépendance à maintenant, nous sommes devenu un écho sonore de l'Europe. Lorsque l'Europe dit panthéon, l'Afrique entend néon, donc il est temps que l'Afrique trouve sa voie, il y a des exemples comme ceux de Doumbia avec le Ndomo. Le Ndomo est la première initiation bamanan. Jusqu'à l'âge 7 ans le jeune bamanan est à côté de sa mère ; à partir de 7 ans jusqu'à la circoncision, il rentre dans la confrérie initiatique du Ndomo, alors on apprend à ces jeunes, à savoir garder un secret, à endurer la souffrance et à se contraindre pour un but bien donné. C'est ce que Doumbia essaie d'inculquer au sein de sa structure et si un jeune ne donne pas de résultat au bout d'une année, il est renvoyé de la structure. Donc il part de l'éducation traditionnelle pour l'adapter à la vie moderne. Comme l'a dit un sociologue américain, « dans ce siècle, seul saurons s'en sortir, les nations qui sauront allier avec harmonie une connaissance parfaite de leurs us, coutumes et culture avec la gestion moderne informatique, électronique de l'économie ».

Lorsque les japonais ont été vaincus par les américains, l'empereur japonais a fait envoyer ses meilleurs étudiants de son pays pour étudier et apprendre tout aux USA sauf leur culture. Aujourd'hui le Japon est à la pointe des technologies mais aussi c'est l'un des pays les plus traditionaliste au monde. En Afrique, nous avons des données énormes et à partir de notre passé historique, cherchez ce qui peut nous amener à sortir du sous développement.

*Bakary Koniba Traoré*

Si tout ce qui est dit, n'a pas d'écho chez les décideurs comme chez les jeunes, c'est un peu dommage. Mais qu'est ce qu'il nous reste comme réflexion pour repérer les erreurs ? Il faut noter historiquement quelque chose ; prenons l'exemple de la macro économie et tout ce qui est IOT. Pourquoi on a le sentiment que les valeurs qui sont là-dedans sont forcément universelles ? Parce que, dans l'organisation du monde, leurs expériences, schémas intellectuels, leurs facultés intellectuelles de raisonnement, ont puisé beaucoup plus dans l'expérience économique de l'Occident. On voit ici l'économie triangulaire et à chaque niveau de l'économie, s'il y a eu des savants, il a fallu y avoir des banques, il a fallu avoir un système de transport ; c'est comme cela

que le monde c'est modelé, donc leurs système s'est beaucoup inspiré de ça. Cependant nous, nous avons une autre façon de voir les choses qui a connu la rupture avec la colonisation. Il faut en être conscient car, cela nous donne une élasticité, un ressort que les autres n'ont pas, parce que connaissant leurs expériences nous avons un mieux et un plus. Malheureusement, sur le plan mental, nous avons mépris notre effet de ressort et on a été séduit par ce qu'ils font et quand on essaie de les imiter, cela ne marche pas.

Prenons l'exemple, vers Kaba, lors de la circoncision, 15 jours ou une semaine avant l'événement, on envoie les jeunes en brousse pour chercher du bois. Ils ne sont pas accompagnés et pendant une semaine chacun amène son fagot de bois, les anciens observent et quand les jeunes finissent d'amener leur bois, on désigne des gens pour analyser chaque fagot. On détermine ainsi, en fonction des fagots de bois, qui est apte à devenir leader du groupe, trésorier ect. Aujourd'hui, dans notre monde moderne, nos hommes politiques et chercheurs qui analysent nos instruments ; ils ont des difficultés pour pouvoir les adapter aux mondes modernes.

Deuxième aspect du problème : les jeunes ont des difficultés à épargner et de réaliser. Pour que les jeunes s'intéressent au travail, il faut voir d'abord la chaîne, qui s'établit dans le tissu socio-économique et les gens qui rentrent dans la chaîne. Quelles sont leurs insuffisances, leurs volontés, leurs désirs. On doit adapter ainsi le caractère de chaque individu à ses potentialités afin qu'il donne le meilleur de lui-même et voir dans la mesure du possible quel travail lui conviendrait. Pour cela, il faut être en contact avec ces jeunes.

Tout est dans la manière de faire la démarche comme les gens du Ndomo. Une des grandes questions, quand on parle de pauvreté, c'est la monnaie et l'argent ; on parle de financiarisation, de bourse et de marché..... C'est la bulle financière et les entreprises qui font les maximums de bénéfice et 6 mois après ils doivent licencier, non pas parce qu'ils ont des difficultés, mais parce que c'est la bulle. Et tant que cela est l'élément de mesure, cela veut dire que la pauvreté est mesurée au revenu. Dans l'économie normale, le revenu et l'argent ne sont que les aspects monétaires de la réalité parce que dans toute chose il y a un noyau, ce qu'on appelle la masse critique. L'individu doit prendre conscience que lorsqu'on a un revenu de 100.000 Fcfa, on doit vivre comme si on a 10.000 parce que vivre avec son revenu exact cela réduit la faculté à l'argent de se fructifier.

Aujourd'hui au Mali, que devons nous faire ? Quel est l'électrochoc que l'on doit faire au niveau des décideurs, des jeunes, en parlant de l'emploi, pour les pousser à prendre conscience ? Quel est le langage à adopter pour qu'il ait un sursaut national ? Cependant, les jeunes doivent être sensibles à leur propre sort. En conclusion : on doit lier la pratique à la théorie.

On ne cessera de dire à quel point la culture est importante et elle est dans tous les domaines, ce qui fait qu'il n'est pas étonnant de constater aussi cette richesse qui est générée à partir de la culture que ce soit l'architecture ou la musique.

Du temps de Aboubacary II, qui est la première rupture de la succession de la chaîne des rois du Mali, il a dit : « pourquoi le cheval, l'arc, la guerre et la position ont été de tout temps le choix des empereurs ? Je voudrais que maintenant le Mandé fasse connaître sa puissance, à travers autre chose que les armes. » C'est pourquoi il a demandé le service des arabes. Il s'est intéressé aux voyages et à l'écriture. Il a dit également que la science et la culture devraient au delà de la mer, apporter les valeurs du Mandé. Il est certain qu'au niveau culturel, on a des potentialités et des choses extraordinaires, mais nous avons besoin d'administrateur, d'organisateur, qui organise cela au profit de la société.

Nous pouvons prendre l'exemple sur nos pas de danses, car nous avons au Mali des pas qui n'existent nul part et des études on été menées par nos chercheurs qui en ont fait des cassettes, des livres. Si on les codifiait avec les droits d'auteurs, cela pouvait nous apporter au Mali plus de 1 milliard à 2 milliards de Franc cfa.

Dans les domaines par rapport auxquels le Mali et l'Afrique peuvent assurer leur supériorité par rapport au reste du monde, ce sont les domaines de la culture. Mais ces potentialités doivent être exploitées et amener les gens sur le fait culturel pour que cela crée de l'emploi.

Dans le domaine de la micro finance, si Mr Yunus a systématisé la micro finance et lui a donné cette envergure, nous ne devons pas nous contenter de ça, mais trouver d'autres solutions de rechange avant que cet système de micro finance ne soit à bout de souffle ou voir dans quelle mesure il faut entretenir ce système, afin qu'il serve au mieux nos économies car, les débats doivent être ouverts à ce niveau pour continuer les réflexions sur la micro finance, pour lui donner de nouvelles directives qui anticipent sur l'évolution.

Education et emploi, adéquation entre formation et emploi : Lorsque les gens sont formés dans une activité donnée, il est possible que vingt ans après, le monde ne veut plus de cette activité. Cela s'appelle le cycle de l'activité, donc il faut changer d'activité quand on a compris que les éléments bougent. Dans toute activité, les gens doivent voir sur le long terme car, une activité peut être porteuse aujourd'hui mais demain elle peut être dépassée, donc il faut penser à sa pérennisation. Au Mali lorsqu'une activité est rentable, cela devient comme une pandémie, et les promoteurs qui n'ont pas une certaine capacité, disparaissent. Ainsi, en matière d'emploi, les problèmes de formation et d'activités doivent tenir compte de l'association et du revenu et de la continuité de l'activité, mais aussi de la mobilité et de la période où on peut être sans emploi.

#### *Un participant*

Pourquoi le taux de recouvrement est plus élevé dans le système de micro finance comparé au système bancaire classique ? Lorsqu'on sait que ce dernier dispose de plus de moyen, et souvent a des garanties plus monnayables que la micro finance ? Est-ce que l'incorporation de la micro finance dans le système global de financement classique (financement bancaire) ne risque par de tuer système de micro finance ?

#### *Réponse de Bassary Touré*

En ce qui concerne le développement, il ne s'agit pas de copier les autres, à un moment donné il faut savoir faire les choses intelligemment. Il faut aller au delà de ce système. Malheureusement notre société est parfois caractérisée par l'inertie, par l'absence d'engagement et de créativité.

A un moment donné, on a pensé que tous les problèmes de la terre étaient dus à l'Etat centrale. On s'est donc engouffré dans la décentralisation ou dans la micro finance. Mais malheureusement, les tares de l'Etat central, on les retrouve aussi avec les ONG. Il y a la corruption, il y a la dépendance par rapport à l'extérieur. La décentralisation, c'est la même chose. La micro finance est bien comme il est actuellement, mais ce qu'on observe, c'est la mauvaise gestion, la mauvaise gouvernance. Ce sont des problèmes de fond, et tant que cela n'est pas réglé, on n'ira nulle part.

En ce qui concerne les taux d'intérêt des banques ; la plupart des banques ne sont pas contrôlées et elles font se qu'elles veulent. La seule réflexion, c'est que la BCEAO essaie de gérer cela car il ne

faut plus que la mauvaise gestion se répercute sur le personnel. Ces taux d'intérêt de 27 pour cent ne sont pas forcément exacts car les coûts réels ne sont pas donnés souvent.

### *Le Directeur National de l'Emploi*

La politique nationale de l'emploi parle parfaitement de la formation professionnelle dans son quatrième objectif prioritaire, qui est d'améliorer l'offre de main d'œuvre grâce à une meilleure formation et qualification adaptée au besoin. Et pour traduire cet objectif prioritaire dans les faits, il y a eu des réformes institutionnelles qui ont été engagées en 1994. Au niveau de l'APEJ nous avons dit aux jeunes de ne pas avoir le complexe du diplôme, et nous avons dit aux jeunes de rejoindre la terre à l'Office du Niger. L'APEJ a aménagé plus de 2 milles hectares à Cienko et y installé près de 100 jeunes. A Ké Macina, déjà 100 jeunes ont commencé à travailler et cette année. Actuellement l'APEJ est entrain de finaliser le montage de 2 usines de conditionnement de mangues à Yanfolila et à Bougouni et chaque usine va créer plus de 250 emplois et plus de 1000 emplois direct. Les femmes profiteront largement. A Beleko, dans le cercle de Dioila, APEJ est entrain de construire une usine de transformation et de conditionnement de l'oignon.

### *Un participant concernant l'exposé de Mr Bassary Touré*

Tous les segments du développement de l'activité économique ont besoin de financement, mais aujourd'hui, le système classique bancaire n'est pas suffisamment outillé pour couvrir l'ensemble des besoins de financement de l'économie. Et à ce titre, la promotion des systèmes décentralisés constitue une innovation majeure pour la prise en compte d'un certain nombre de segments du développement de l'économie. Maintenant il faut assurer une complémentarité entre les systèmes bancaires classique et les systèmes financiers décentralisés de façons à apporter une réponse financière globale au besoin de financement de l'économie.

Deuxièmement, la preuve a été faite que, quelque soit le niveau de pauvreté ou de paupérisation d'une zone économique donnée, l'épargne est possible et les systèmes financiers décentralisés jouent un rôle important dans la mobilisation de l'épargne et cette mobilité de l'épargne est un facteur de développement parce que on pourra le réinjecter dans les circuits économiques.

Troisièmement, grâce à ce système financier décentralisé, nous avons pu assurer une adéquation entre les emplois et les ressources, parce que au niveau des banques classiques les ressources ne sont pas adaptées pour le financement des emplois. Mais avec les systèmes financiers décentralisés, on est arrivé à peu près à assurer une certaine adéquation entre les ressources et les emplois ; autrement dit entre les ressources financières qui sont disponibles et les projets qui sont présentés.

Aujourd'hui il y a un défi qui se pose, c'est la pérennité de ces systèmes financiers décentralisés. Et ces systèmes ne peuvent se pérenniser que lorsqu'ils arrivent à assurer et à poursuivre leur rentabilité et cette rentabilité repose aujourd'hui sur deux critères. Le premier critère c'est le coût des ressources, la collecte des ressources coûte très chère au Mali. Le deuxième est le coût d'intermédiation. Le professeur Yunus avait adapté son système à la réalité de son pays car, en Inde, les agents de crédits distribuaient à pied et recouvraient à pied ou à vélo. Force est de reconnaître que le coût d'intermédiation constitue un facteur très important dans la gestion des systèmes financiers décentralisés.

Concernant les taux d'intérêt, ces deux critères jouent énormément dessus. Le taux d'intérêt a 5 composantes :

- Le coût des ressources ;
- Le coût d'intermédiation ;

- Les risques d'impayés ;
- Les risques d'insolvabilité ;
- Le risque d'immobilisation.

Tant que ces 3 risques et ces 2 coups ne sont pas maîtrisés, on ira forcément vers des taux d'intérêt de 27 pour cent.

Micro finance et création d'emploi : En milieu rural aussi il y a des possibilités énormes pour la création d'emploi. La première structure de micro finance au Mali était celle de Goro au Pays Dogon, créée en 1986. Aujourd'hui on assiste au déphasage entre la promotion et le développement de ces structures en milieu rural par rapport au milieu urbain. Pratiquement, toutes les grandes structures cherchent à se délocaliser des structures mêmes qui sont nées essentiellement en milieu rural pour accompagner la promotion dans ces zones. A l'allure où vont les choses, si on n'arrive pas à mieux cerner les problèmes, les systèmes financiers décentralisés seront des banques de demain.

*Un jeune participant :*

Les jeunes veulent travailler mais, il manque des directives et des stratégies. Pour résoudre le problème de l'emploi des jeunes et de la pauvreté, il faut lutte contre la corruption et il faudrait que nos dirigeants soient plus sincères, et que les hommes politiques et les cadres de ce pays mettent en application tout ce qu'ils disent. L'absence des jeunes à ce forum est tout simplement due au fait qu'ils sont désabusés et qu'ils ne croient plus en leurs dirigeants qui ne disent toujours pas la vérité.

*M Cheick Tinian Seck*

Tous les métiers d'art sont porteurs d'emploi. Mais aujourd'hui on constate une régression dans l'enseignement de la musique. Alors qu'en occident, on est ouvert à la musique Africaine ; l'histoire de la musique malienne est étudiée dans certaines universités américaines comme à Oklahoma. Ce qu'il nous faut réellement, c'est la création de structures de qualité pour avoir un enseignement de qualité et que la qualité de ce qu'on enseigne puisse se revendiquer d'une certaine esthétique.

La musique malienne est la porte parole d'un patrimoine musical qui est à l'origine de toute la musique moderne du monde actuellement. Quand on parle du blues, c'est la souffrance du noir américain qui vient d'Afrique. Pendant ce festival, le monde entier à les yeux tournés vers le Mali, donc s'est à nous de le défendre et pour cela on doit avoir des exigences en surveillant la qualité de ce qui est enseigné aux enfants en matière de musique car souvent les jeunes sont propulsés au détriment de l'identité de notre culture. Mais il faut lutter contre la piraterie qui empêche le développement de la musique malienne et des musiciens maliens dont les plus performants sont mieux connus en occident qu'en Afrique. Il faut professionnaliser le monde des arts et de la culture. Le Mali a pris du retard pour comprendre que la culture doit être administrée, gérée et structurée. Souvent, nos artistes sont floués ils ne savent plus quoi faire et à qui s'adresser et pour faire un travail de qualité il faut des spécialistes dans le domaine.

## CONCLUSIONS

L'importance de l'emploi dans la lutte contre la pauvreté a été reconnue par tous les participants, ainsi que le manque d'emplois décents au Mali. L'emploi décent, c'est autre chose que le travail. Le travail ne manque pas, ce qui illustre par le fait qu'en Afrique subsaharienne presque 30% des enfants travaillent. Mais ce travail ne leur fait pas sortir de la pauvreté, au contraire. A la fois produit et cause de la pauvreté, le travail des enfants est une prison qui grève les capacités des enfants et diminue leur potentiel.

Il s'agit donc de créer des emplois qui puissent apporter des revenus acceptables, et une sécurité sociale aux employés. Evidemment le problème est complexe, sinon il serait déjà résolu, mais les interventions de ce forum et les discussions autour nous ont quand même permis de voir plus clairement les causes et les solutions possibles.

Les causes et les solutions se trouvent à différents niveaux : le niveau international, le niveau national et niveau local.

### *Les causes*

Le manque d'emploi décent connaît beaucoup de causes. Celles qui ont été discutées lors du forum sont :

1. Au niveau **international** il existe une concurrence déloyale vis-à-vis de nos Etats. Quand on nous encourage à ouvrir nos frontières alors qu'ils ont des mesures draconiennes concernant la rentrée de marchandises sur leur territoire. Nos marchés sont inondés d'autres produits ce qui amène la faillite de nos entreprises.
2. Au niveau **national** plusieurs blocages ont été constatés :
  - a. La corruption et la non application des décisions par les dirigeants fait que le problème persiste et s'aggrave
  - b. Les formations ne sont pas adaptées aux compétences demandées par les employeurs
  - c. Les décideurs ne sont pas en contact avec les jeunes et ne savent donc pas ce que les jeunes veulent
2. Au niveau **local** le problème connaît surtout des causes mentales, selon les participants au forum :
  - a. Les jeunes ont des difficultés à épargner et de réaliser. L'individu doit prendre conscience que lorsqu'on a un revenu de 100.000 Fcfa, on doit vivre comme si on a 10.000 parce que vivre avec son revenu exact cela réduit la faculté à l'argent de se fructifier.
  - b. Notre société est parfois caractérisée par l'inertie, par l'absence d'engagement et de créativité. A un moment donné, on a pensé que tous les problèmes de la terre étaient dus à l'Etat central. Mais malheureusement, les tares de l'Etat central, on les retrouve aussi avec les ONG, et les structures décentralisées : la corruption, la mauvaise gestion, la mauvaise gouvernance.

## *Des mesures à prendre*

Afin d'inverser la tendance, il faudrait donc prendre plusieurs mesures à ces trois niveaux :

1. Au niveau **international** il faudrait surtout que les marchés de l'Occident s'ouvrent aux produits des pays pauvres,
2. Au niveau **national**, beaucoup est à faire :
  - a. la bonne régulation de l'activité économique et sociale par les pouvoirs publics,
  - b. la construction d'infrastructures,
  - c. le renforcement des capacités,
  - d. l'appui au financement de l'économie d'une façon générale à travers l'aide publique au développement,
  - e. une croissance redistributive de revenus, une croissance qui s'appuie sur les domaines dans lesquels les pauvres vivent en majorité (comme par exemple la transformation des produits du secteur rural,
  - f. un bon cadre macro économique avec une inflation contenue, l'accroissement des ressources et la maîtrise des dépenses en vue de parvenir à un déficit soutenable,
  - g. l'amélioration de l'environnement des affaires ; la complexité de la réglementation est le plus souvent synonyme d'inefficacité et de corruption.
  - h. la réforme des secteurs clefs comme l'eau, l'électricité, ou encore les télécommunications,
  - i. la réforme des filières de production comme celle du secteur coton.
  - j. la mise en œuvre efficace de la décentralisation,
  - k. des réformes structurelles dans les secteurs de l'éducation et de la santé,
  - l. il faut plus de contact entre les jeunes concernés et les décideurs afin de mieux comprendre ce que les jeunes veulent, et quelles capacités ils ont, ou encore de quel complément de formation ils ont besoin,
  - m. on doit mieux étudier les forces du pays ; quels sont les domaines dans lesquels le Mali est en avance sur les autres pays et pour lesquels existent des marchés ? Ce sont ces domaines qu'il faut mieux structurer pour y créer plus d'emplois,
3. Au niveau **local** il faudrait que :
  - a. les jeunes prennent en main leur propre sort ; qu'ils choisissent le domaine dans lequel ils veulent travailler, tout en tenant compte des indications données par l'Etat concernant les secteurs porteurs, et qu'ils s'engagent,
  - b. il ne faudrait pas tenter de copier l'Occident, mais développer les forces de notre culture,

## *Les efforts fournis et les résultats obtenus*

Nous avons pu constater qu'au trois niveaux des efforts sont fournis pour améliorer la situation existante.

1. Au niveau **international** il existe l'Organisation International du Travail (OIT). Les principaux moyens d'action élaborés par l'OIT mettent l'accent sur l'interaction entre la formation, l'investissement, l'entreprise et les mesures de financement et d'intégration sociale pour tenir compte des priorités des communautés qui vivent dans la pauvreté. L'OIT appui le niveau national à formuler sa stratégie de création d'emploi, et à l'appliquer.
2. Au niveau national :
  - a. il existe la politique **nationale** de l'emploi, qui parle entre autre, de la formation professionnelle dans son quatrième objectif prioritaire, qui est d'améliorer l'offre de

main d'œuvre grâce à une meilleure formation et qualification adaptée au besoin. Et pour traduire cet objectif prioritaire dans les faits, il y a eu des réformes institutionnelles qui ont été engagées en 1994,

- b. l'économie de la culture s'est taillée une place dans l'économie générale. Il apparaît clair, compte tenu de son dynamisme, de ses potentialités, que le secteur culturel ainsi que ceux qui en dérivent sont les plus porteurs dans les pays africains et particulièrement dans notre pays dont la richesse culturelle est vantée partout dans le monde. Le secteur culturel qui s'est industrialisé depuis des décennies, est aujourd'hui à la pointe de la création de richesse, de valeur ajoutée et de nombreux emplois, directs et indirects. Notre pays a tout intérêt à promouvoir sa création et sa créativité car il n'a aucun besoin d'importation de matières premières dans ce domaine. Un marché important existe et est loin d'être saturé. Il nous reste à professionnaliser davantage le monde des arts et de la culture.
  - c. il existe plusieurs systèmes de micro-crédit, qui permettent un financement de proximité. C'est une façon de permettre aux ménages à revenu faible de disposer des mêmes droits et des mêmes services que tous les autres. C'est une façon de reconnaître que les pauvres ne sont pas le problème, mais la solution. C'est une façon de tirer le meilleur parti de leurs idées, de leur énergie, de leur façon de voir les choses. C'est une façon de soutenir les entreprises productives et donc d'aider les collectivités à prospérer. » Le microcrédit se construit sur des valeurs humaines positives que sont la solidarité, la confiance, le respect et aussi un aspect fondamental qui est l'esprit d'entreprise.
3. Au niveau **local** il existe des exemples d'entrepreneurs qui ont créé des emplois au niveau de la localité :
- a. Pendant ce forum M Doumbia a parlé de son centre de confection de bogolan, le NDommo, pour lequel il s'est inspiré des valeurs de la culture bambara. Le succès du centre NDommo fait aujourd'hui tâche d'huile. car, il s'est investi avec l'appui du DED et du PSIC pour la création d'un emploi permanent au sein de deux associations féminines à Ségou. Ces associations bénéficient d'un encadrement de la part du Ndommo et très bientôt, un circuit touristique du bogolan verra le jour à Ségou. Le circuit permettra de favoriser la création d'autres emplois permanents et temporaires au tour du bogolan.
  - b. Certains participants ont fait également allusion au Festival sur le Niger comme une entreprise qui met en valeur la culture du pays et crée des emplois.